la tribune

Prêt de $200,000 à Chaussures Dynastie (p.B-4)

Les pédophiles ont besoin de soins (p.B-10)

Forum

Finance

Vivre en 80

"Les députés libéraux fédéraux du Québec responsables de la situation" *(Claude Tessier)*

• *"Ils n'ont jamais joué pleinement leur rôle à Ottawa"*

par Louise St-Pierre

FLEURIMONT — Après avoir affirmé que la présente situation politique canadienne est en grande partie imputable aux députés libéraux fédéraux du Québec qui, de tout temps, m'ont jamais joué pleinement à Ottawa leur véritable rôle, le député libéral de Mégantic-Compton-Stanstead, M. Claude Tessier s'est engagé à tenter de vendre à son parti l'idée de la reconnaissance du droit au travail pour tous au cours d'un prochain mandat.

"Pour empêcher le phénomène de la désertion vers la ville, il faut sans plus tarder redonner l'autonomie aux individus en leur permettant de travailler chez eux. Et ce problème est crucial dans le comté de Mégantic-Compton-Stanstead," a décalré M. Tessier qui livrait hier au cours d'une conférence de presse les principaux thèmes de sa campagne électorale.

Selon le député libéral, en décidant de renserver le gouvernement les partis de l'opposition ont voulu servir un rappel aux conservateur que les libéraux et néodémocrates n'ont pas été élus par les multinationales. Il a de plus qualifié le budget Crosbie d'inacceptable ajoutant que le parti conservateur avait fait preuve de naïveté, d'incompétence et d'arrogance de la pire espèce en croyant obtenir l'appui des libéraux du seul fait que Trudeau avait annoncé son intention de se retirer de la politique active.

En plus du thème de la création d'emplois, M. Tessier se propose de défendre à Ottawa l'idée du salaire pour la femme en allant chercher l'argent nécesssaire en impôt dans les profits excessifs des multinationales et des banques. Il fera également sienne les cinq volets du nouveau programme économique de son parti.

Pour Claude Tessier, il n'est pas question que son parti fasse une volte-face avec le prix de l'essence au lendemain de l'élection. "Trudeau a promis qu'il n'y aura pas de taxe additionnelle sur la gazoline et pour assurer notre sécurité énergétique à prix juste Pétro-Canada et la recherche sont deux des principaux instruments que possède le gouvernement."

C'est une campagne des plus traditionnelles que Claude Tessier entend mener au cours des quatre prochaines semaines. Elle sera cependant marqué de six ouvertures officielles "... en respect des différents pôles de ce grand comté. Je n'ai pas choisi mes adversaires, a-t-il ajouté. Toutefois, il n'est pas question que je mène une campagne de personnalité et de salissage!"

Il a toutefois dénoncé son adversaire conservateur qui prétend avoir été chercher nombre de ses organisateurs.

Fernand Grenier veut être un "vrai" député

"Air Canada devrait desservir l'aéroport d'East-Angus"

FLEURIMONT (lsp) — "Le vote en faveur du parti conservateur au Québec devrait atteindre 30 pour cent des voix exprimées. Ce qui pourrait nous permettre de compter de 10 à 30 députés élus le soir du 18 février."

C'est dire que Fernand Grenier n'a guère été impressionné de l'analyse parue récemment voulant que seulement trois candidats conservateurs soient élus au Québec. Il trouve abhérant que l'on ose dire encore une fois, après vingt ans, que Hewart Grafftey sera battu dans Missisquoi.

Il s'est engagé d'abord et avant tout à être un 'vrai' député. "IL importe que l'électorat se donne un représentant permanent qui soit visible, disponible, représentatif et qui s'implique dans son milieu."

Pour favoriser le développement du tourisme dans la région, M. Grenier croit que la compagnie Air Canada devra songer à desservir l'aréoport d'East Angus. c'est là un des dossiers sur lequel il se penchera dès son arrivée à Ottawa.

"Il est évident que le dossier de la Domtar d'East Angus et toute la problématique des approvisionnements en bois, que celui du Centre de cartographie à Sherbrooke et l'aide à la petite et moyenne entreprise de la région sont également prioritaires."

M. Grenier promet aussi d'appuyer le programme pour une allocation-logement à tous les plus de 60 ans

Le "Rhino"

Fernand Bédard "a déjà tout dit"

SHERBROOKE (CB) — Sans doute parce qu'il estime ses chances meilleures en faisant sienne la maxime "diviser pour régner", le Parti rhinocéros du comté de Sherbrooke présentera deux candidats lors de l'élection du 18 février prochain.

En effet, à 17 heures hier, Fernand "Rhino" Bédard présentait son bulletin de candidature duement rempli au président d'élections pour le comté, M. Rock Guertin, et que son agent officiel remettait les $200 de dépots en coupures de $20, de $10, de $2 et de $1.

Un autre candidat Rhinocéros, Dorian Viens Nadeau, a lui aussi déposé son bulletin plus tôt dans la campagne. "Rhino" Bédard est le sixième candidat à déposer officiellement sa candidature depuis le début de la campagne.

Le commentaires de "Rhino" a été on ne peut plus court au moment du dépot de son bulletin: il n'a strictement rien dit. Son agent officiel, Mme Pauline Morin, a répondu que le candidat a tout dit ce qu'il avait à dire avant le déclenchement de l'élection...

Mme Morin a aussi précisé qu'il y aura un lancement officiel de la campagne la semaine prochaine et que le Parti rhinocéros y dévoilera son programme...

"Choisir l'alternative ouvrière"

THETFORD MINES (PS) — "Ce n'est plus le temps de choisir pour le moins pire mais le choisir l'alternative ouvrière".

C'est en ces termes que le président du Parti Communiste Ouvrier (PCO), Roger Rashi, a expliqué la présence de son organisation dans le comté de Frontenac pour les élections générales du 18 février prochain. Il soutient que la candidature de M. Hughes Gilbert prouve que le PCO entente mener une lutte sérieuse dans le comté du fait que ce dernier n'est pas un candidat parachuté mais un militant qui s'est toujours impliqué dans le milieu et particulièrement au sujet des luttes des travailleurs de la région.

Agé de 29 ans, M. Gilbert entend défendre et promouvoir l'idéologie du PCO dans la présente campagne électorale tout en reconnaissant le fait que ses chances de remporter une victoire sont plutôt minces.

Roy se plaint des persécutions des vieux partis, page D-9

D'un comté à l'autre

Lalonde déjeunera à Rock Forest

M. Marc Lalonde qui fut ministre des Affaires intergouvernementales à l'époque où le Parti libéral était au pouvoir au pays sera, demain, à Rock Forest, le conférencier invité à un déjeûner-causerie au cours duquel M. Jean Lapierre, député libéral du comté de **Shefford**, prendra la parole...

L'ombre de Gilbert Rondeau rôde

Le chef créditiste, M. Fabien Roy, a reconnu que son parti éprouvait de graves difficultés à dénicher un candidat dans le comté de **Shefford** où l'ancien député créditiste Gilbert Rondeau compte encore bon nombre de partisans qui lui sont restés fidèles en dépit de ses déboires. M. Roy a toutefois affirmé qu'un candidat défendrait les couleurs de son parti dans cette circonscription...

Défection prévue de longue date

M. Fabien Roy a soutenue qu'il n'avait pas été surpris du tout de la défection de M. Denis Beaudoin qui a joint, il y a quelques jours, les rangs du Parti conservateur. M. Roy a révélé qu'il avait appris, au cours de la campagne électorale qui a précédé le scrutin du 22 mai, que M. Beaudoin qui briguait alors les suffrages dans le comté de **Richmond** manoeuvrait de concert avec M. Richard Janelle, le député créditiste du comté de Lotbinière pour passer dans le camp du Parti conservateur en même temps que lui s'il avait été élu. M. Roy croit que la décision de M. Beaudoin aidera la cause du parti libéral qui a nommé M. Léonel Beaudoin, le père du candidat conservateur, membre de la Commission canadienne des grains de provende...

Adélard Larose résiste aux pressions

M. Adélard Larose qui, tout récemment encore, semblait disposé à entrer dans la lutte électorale dans le comté de **Sherbrooke**, comme candidat créditiste n'a pas encore cédé aux pressions exercées sur lui par les militants de ce parti. Pour M. Larose qui a pris sa retraite il y a deux ans et qui est demeuré un défenseur acharné du parti que dirige M. Fabien Roy, il ne saurait être question de reléguer au second plan sa famille et son bien-être personnel pour se consacrer à la politique, bien que l'aventure l'intéresse énormément.

Bureau ouvert en pleine campagne

Le député libéral du comté de **Richmond**, Me Alain Tardif, n'a pas hésité à ouvrir des bureaux dans les villes les plus importantes du comté, ainsi qu'il s'était engagé à le faire en décembre, même si la campagne électorale bat son plein. Me Tardif qui, lundi, recevra ses commettants à son bureau de Windsor a aussi pignon sur rue à Asbestos, à Disraeli, à Richmond et à Bromptonville...

COUP D'OEIL sur la campagne '80

Clark prêt à accepter les conditions de Trudeau pour l'affronter dans un débat

OTTAWA (PC) — Le premier ministre Clark tient tellement à débattre les thèmes électoraux avec le chef libéral, Pierre Trudeau, qu'il est prêt à participer à un débat télévisé aux conditions posées par son adversaire.

M. Clark a en effet fait savoir hier qu'il est disposé à rencontrer MM. Trudeau et Broadbent du Nouveau Parti démocratique sans la présence des journalistes.

John Crosbie incapable de réaliser la promesse des libéraux aux rentiers

BURNABY, C.-B. (PC) — Selon le ministre fédéral des Finances, M. John Crosbie, un gouvernement conservateur ne pourrait réaliser dès cette année une promesse électorale des libéraux: celle d'accorder aux rentiers une hausse de $35 par mois au supplément de revenu garanti.

Ils étudieront la possibilité d'accorder une allocation-logement, d'abord aux rentiers les plus démunis.

Le ministre a répondu qu'il comprenait que bien des gens soient dans le besoin, mais que la hausse du prix de l'énergie était inévitable pour rrencontrer les coûts du pétrole importé.

John Crosbie

"L'assurance-maladie des néo-démocrates...comme au Québec"

HAMILTON, Ontario (PC) — M. Ed Broadbent a promis, vendredi, de refuser l'argent d'un gouvernement fédéral néo-démocrate à toute province qui permettra la dégradation de l'assurance-maladie.

Devant un auditoire d'environ 400 personnes, le leader néo-démocrate a particulièrement réclamé l'abolition des primes qu'on doit payer en Ontario par exemple, soulignant que l'assurance-maladie devait être financée par les revenus de l'impôt.

M. Broadbent a vertement critiqué les médecins qui, d'une façon ou d'une autre, imposent des frais plus élevés à leurs patients que ceux qui doivent être défrayés par l'assurance-maladie.

M. Broadbent a signalé que le programme du NPD à ce sujet s'apparentait à celui du Québec, où très peu de médecins se retirent de l'assurance-maladie pour pouvoir imposer des honoraires plus élevés.

Route maritime au lieu du pipe-line: INACCEPTABLE selon Broadbent

HAMILTON — En conférence de presse, M. Broadbent a qualifié d'inacceptable la décision du président Carter de faire transporter par navires, près des côtes canadiennes du Pacifique, le pétrole de l'Alaska.

Pour M. Broadbent, le premier ministre Clark devrait immédiatement faire savoir au président des Etats-Unis que des raisons écologiques empêchent le gouvernement d'accepter les pétroliers au large de la Colombie-Britannique.

Libéraux et conservateurs, selon lui, sont également responsables pour ne pas avoir suffisamment fait comprendre à M. Carter que le Canada désirait un pipe-line et non une route maritime.

L'Union populaire reconnu comme parti politique...temporairement

QUEBEC (PC) — L'Union populaire, formation indépendantiste oeuvrant sur la scène fédérale, a été reconnue temporairement hier comme parti politique par le Directeur général des élections au Canada, M. Jean-Marc Hamel.

Cette reconnaissance a été concrétisée hier après-midi lorsque le chef du parti, M. Henri Laberge, a déposé son bulletin de présentation auprès du directeur des élections de la circonscription de Louis-Hébert, M. Renald Lévesque. Ce dernier lui a alors fait part de la décision de M. Hamel et a accepté de reconnaître l'étiquette de l'Union populaire.

M. Lévesque a précisé que cette reconnaissance était conditionnelle à la décision de la Cour d'appel qui doit statuer d'ici le 28 janvier sur le jugement du premier tribunal, lequel jugement donnait gain de cause à l'Union populaire.

Les partis à l'assaut du *SUPER BOWL*

TORONTO (PC) — La campagne électorale prend un nouveau tournant à compter de dimanche, les "commerciaux" à la radiotélé y étant désormais permis par la loi. Et les stratèges des partis essaieront évidemment de profiter le plus possible du fait que le Super Bowl a lieu ce jour-là.

La loi électorale oblige les postes de radiotélé à transmettre 6 1-2 heures de "commerciaux" électoraux durant les quatre dernières semaines de la campagne. Cette réclame doit prendre fin à minuit le 16 février.

Les messages à la radio et à la télévision sont payés aux prix courants du marché et l'on s'attend à ce que les trois principaux partis dépensent plus de $6 millions, dont la moitié leur sera remboursée par le contribuable en vertu de la loi sur les dépenses électorales. Les progressistes-conservateurs dépenseront environ $2.5 millions, les libéraux $2.3 millions et les néo-démocrates environ $1.5 million.

Les CHEFS en campagne

Le samedi 19 janvier

M. Joe Clark: inaugure officiellement la Semaine du hockey mineur avec Bobby Orr, sur la colline parlementaire, puis s'envole pour Vancouver.

M. Pierre Trudeau: s'entretient avec des organisateurs de la région de Vancouver. Passe la nuit à cet endroit.

M. Ed Broadbent: aucun projet précis. Passe la journée à Toronto et Oshawa.

M. Fabien Roy: quitte Ottawa pour Rouyn-Noranda, où il assiste à l'assemblée d'investiture pour Témiscamingue. Le dimanche 20 janvier

M. Joe Clark: dîner avec les candidats de la région de Vancouver.

M. Pierre Trudeau: rien de prévu.

M. Ed Broadbent: s'envole pour Yellowknife pour en assemblée en compagnie des candidats des Territoires du Nord-Ouest.

M. Fabrien Roy: s'envole pour Victoriaville, où il lance la campagne québécoise du Crédit social.

La page éditoriale

Le MEER est rigide mais n'est pas injuste

Le président et directeur général de la Société nationale de l'amiante, Daniel Perlstein, nous semble céder facilement à l'angoisse quand il déduit que le refus du ministère de l'Expansion économique et régionale de subventionner trois projets concernant la fabrication de produits à base d'amiante pourrait hypothéquer l'avenir de ce marché. Pour qui ronge son frein en espérant des suites concrètes à la découverte " in Québec " de nouvelles avenues pour l'industrie québécoise de l'amiante, la décision fait mal et M. Perlstein de même que le ministre responsable du dossier de l'amiante au Québec, Yves Bérubé, pourront avoir des doléances à formuler à l'endroit du MEER. Il s'agit bien dans leur cas d'une impatience légitime.

La réaction de protestation du ministre Bérubé qui s'appuie sur des constatations du ministère fédéral de l'Expansion économique et régionale qui, en 1975, suggérait à Ottawa de subventionner massivement la transformation de l'amiante au Québec se distingue par sa conséquence. On lui reprochera son manque de nuance. La suggestion du MEER n'équivalait pas à une promesse de rejet des pierres de touche qui prévalent à la sélection des candidats à la subvention. On évitera donc d'accuser le MEER de tous les maux et de lui prédire les pires calamités. Son mandat n'est pas de jeter l'argent des contribuables par les fenêtres.

Le bureau du directeur général des subventions pour le Québec du Ministère de l'Expansion économique et régionale, M. André Melikoff, aurait basé son analyse des trois dossiers sur ses critères habituels de sélection, sans grand égard pour cette vérité, peut-être applicable dans ce cas, qui veut qu'il existe une exception à toute règle. Aucun des projets, dont on a dit qu'ils se rentabiliseraient facilement sans l'aide gouvernementale, n'a résisté à l'épreuve. On pourra reprocher au MEER sa trop grande rigidité ou son manque de discernement. Surtout que son évaluation d'un des projets aura été contredite par les événements: le projet de la SNA, de la Canadian Distex Corporation et d'un investisseur étranger non identifié concernant la production de pièces métalliques pour les freins d'automobile est, sinon abandonné, du moins différé, manque de fonds.

Le SNA, son président et directeur M. Perlstein et le ministre Bérubé seraient mal conseillés de considérer la décision du MEER comme un refus systématique d'Ottawa de s'impliquer dans le développement du marché de l'amiante au Québec. La paranoïa ne doit pas s'emparer des futurs investisseurs, de ceux qui lorgnaient du côté de ce nouveau marché. Le ministère de l'Expansion économique et régionale a ignoré trois demandes de subventions, sous des prétextes faiblards, semble-t-il, dans un cas bien précis. Pourtant les intervenants dans le dossier de l'amiante devront accorder le bénéfice du doute aux responsables du MEER.

Jacques Lafontaine

BILLET

Grandes sont tes oeuvres Seigneur

A la fin du mois de janvier, les Petites Soeurs de la Sainte-Famille inviteront leurs proches à célébrer avec elles le centenaire de leur fondation. La plupart des gens connaissent cette communauté dont le travail consiste essentiellement à prendre soin de maisons d'étudiants et de maisons cléricales. La préparation des repas, l'entretien des vêtements et des lieux remplissent la grande partie des journées de ces soeurs qui se gardent du temps consacré à la prière.

Au fond, la vie de ces femmes ressemble pour une bonne part à la vie de ces mamans qui consacrent le meilleur d'elles-mêmes à prendre soin de gens qu'elles aiment par un travail qui leur plait. Il en est peut-être qui trouvent qu'on peut consacrer sa vie à d'autres causes que celles-là. Pourtant, les tâches ménagères peuvent être aussi intéressantes et aussi valorisantes que d'autres, tout dépendant de l'esprit avec lequel on les accomplit. Est-ce plus important d'agir comme serveuse ou cuisinière dans un restaurant ou comme aide-malade dans un hôpital que de rendre service à ces futurs prêtres ou à des prêtres en ministère ou à la retraite? Il s'agit là de tâches qui ont leur importance et leur place dans une organisation sociale.

D'ailleurs, à regarder vivre les Petites Soeurs, on voit bien qu'elles ont trouvé dans leur vocation de service ce qu'elles recherchaient. Des personnes ordinairement épanouies et sereines, qui accomplissent sans relâche des besognes bien faites parce que leur coeur y est, ont surement trouvé les valeurs de vie qu'elles recherchaient, ce que beaucoup d'autres ne trouvent jamais.

Pour les Petites Soeurs de la Sainte-Famille, rendre service aux futurs prêtres et aux prêtres est une manière de participer au travail des ministres de Dieu et tous ceux qui ont bénéficié de leurs bons offices au cours de ces cent années leur doivent reconnaissance. Ce n'est pas souvent qu'on prend l'occasion de dire merci à ces bonnes mamans et le centenaire qu'on célébre nous offre l'occasion de leur exprimer notre gratitude, tout en leur demandant de continuer à vivre au milieu de nous comme témoins de la sérénité, de la disponibilité au service effacé et gratuit, d'une foi profonde en la présence de Jésus incarné dans tous les hommes.

Abbé Desève Cormier.

SONDAGE GALLUP

Les Canadiens prévoient plus de chômage

Les Canadiens, dans une bonne majorité, entrevoient l'année 1980 avec appréhension en ce qui regarde la situation dans le domaine du travail. A l'échelle nationale, 62% croient que l'année à venir en sera une de chômage accru, et 54% prédisent une année de grèves et de conflits de travail.

La question posée était: "LAQUELLE DE CES DEUX AFFIRMATIONS EST LA PLUS A MEME DE SE REALISER, D'APRES VOUS, EN 1980? — UNE ANNEE DE PLEIN EMPLOI OU UNE ANNEE DE CHOMAGE ACCRU?

— UNE ANNEE DE GREVES ET DE CONFLITS DE TRAVAIL OU UNE ANNEE DE TRANQUILITE DANS LES RELATIONS OUVRIERES?

	PREVISIONS		
	1980	1979	1978
Une année de plein emploi	10%	10%	11%
Une année de chômage accru	62	53	62
Pareil	22	31	20
Ne savent pas	7	7	8
Une année de grèves et de conflits de travail	54	55	51
Une année de tranquilité dans les relations ouvrières	21	18	20
Pareil	19	21	19
Ne savent pas	6	7	10

DOCUMENT

Construire ensemble une société meilleure

NDLR Voici la dernière partie du message des évêques sur l'évolution politique de la société québécoise.

IV — Une société attentive au culturel et au spirituel

29. Si nécessaire que soit la participation des citoyens à la vie économique et politique, leur concours au plan de la culture nous paraît encore plus important. C'est le peuple lui-même qui crée sa culture; il y exprime ses aspirations, son âme et son intériorité; il y traduit le sens plein qu'il attribue à la vie de l'homme et de la femme d'ici. Dans ce domaine, il faut assurer l'expression de la liberté créatrice à travers la diversité et le pluralisme. La culture doit pouvoir se développer et se définir à partir des groupes de base et des individus. L'Etat ne peut à ce niveau se considérer comme maître d'oeuvre. Il doit soutenir les initiatives et permettre à tout citoyen non seulement d'avoir accès à la culture mais de pouvoir contribuer à son développement.

30. Il ne fait pas de doute pour nous que la famille demeure le lieu privilégié de la socialisation et de l'accession à la culture. C'est là d'abord que se transmettent les valeurs et le sentiment d'appartenance à un peuple. C'est là que l'être humain apprend à s'interroger sur le sens de la vie et qu'il puise la stabilité nécessaire à sa maturation et au développement de son intériorité. Nous savons les difficultés que connaît actuellement l'institution familiale dans la société. Le faible taux de natalité et la montée rapide des divorces le montrent amplement. Avec joie et espoir, nous constatons en même temps la multiplication des mouvements en faveur du couple et de la famille. Nous croyons que les expériences vécues dans ces groupes pourront rendre la famille québécoise plus stable et plus heureuse.

31. Il n'est pas question pour nous, en réaffirmant l'importance de la cellule familiale, de favoriser un repli sur soi et un désengagement face à la société. Nous désirons plutôt rappeler son rôle irremplaçable dans l'éducation des citoyens et le développementt d'une culture et d'une vie spirituelle qui permettent une réalisation intégrale de l'homme. C'est d'ailleurs pour cette raison que, dans un message récent, nous avons insisté sur le rôle primordial des parents en éducation. Nous ne craignons pas d'affirmer qu'une société qui ne soutient pas la famille par des politiques adéquates s'affaiblit et perd peu à peu le sens de ses valeurs, sa cohésion et même la compréhension de ses projets d'avenir.

32. Dans ce vaste champ de la culture, l'Eglise du Québec a été très présente dans le passé. Elle a marqué notre peuple de traits qui perdurent. Cette Eglise a beaucoup changé. Elle s'est délestée de responsabilités directes dans le domaine de l'éducation et des loisirs. Elle a connu et elle connaît encore en elle-même une crise profonde. Elle vit depuis Vatican II une recherche de conversion qui la tourne résolument vers l'Evangile et, en même temps, vers le monde.

33. Sans être parvenue au terme de ses efforts, l'Eglise d'ici considère avoir fait des pas importants qui lui permettent de servir le peuple québécois de façon plus adéquate dans la recherche de ses valeurs et la poursuite de ses finalités. Les réflexions contenues dans notre "message aux responsables de l'éducation", vont dans ce sens et proposent aux Québécois une trame pour leur éducation permanente. Il en est de même de tout l'effort pédagogique suscité autour de la catéchèse et de la pastorale dans les écoles primaires et secondaires. Sans fausse modestie, nous croyons que le dynamisme des chrétiens, tant par la réflexion que par l'action, peut contribuer largement au développement d'une culture soucieuse de l'homme, préoccupée du sens de la vie, liée à une tradition, mais aussi à un projet. La société est faite pour l'homme, mais pour quel homme? Les chrétiens croient pouvoir s'appuyer sur une longue expérience pour proposer à leurs concitoyens une réponse valable à cette question fondamentale.(...)

39. Le peuple québécois, dans toutes ces composantes, aura d'ici peu à indiquer son choix concernant son avenir. Les débats, au cours des prochains mois, doivent permettre une clarification des options et susciter un engagement des citoyens. Par-delà l'importance du référendum, soulignons de nouveau qu'il ne faut pas se faire illusion. Tout ne sera pas déterminé lorsque les résultats, quels qu'ils soient, seront connus. Il restera toujours une société à bâtir, une collectivité francophone en quête de son épanouissement dans un continent à forte majorité anglophone.

40. Nous avons voulu rappeler certains principes sous-jacents à notre vision de la société: la participation des citoyens, la reconnaissance des droits et des devoirs, la juste répartition des biens et des responsabilités, l'attention à la culture, à la famille et à la dimension spirituelle de l'homme, la solidarité avec les autres peuples. Nous sommes bien conscients qu'un tel projet ne se réalise pas sans difficulté ni conflit.

41. Dans cette période cruciale de l'histoire du peuple québécois, nous tenons à manifester à nos compatriotes notre volonté de présence et de service. Nous en témoignons en disant notre espérance en une société "qui a pour base la vérité, qui se réalise dans la justice, qui demande à être vivifiée par l'amour et qui trouve dans la liberté un équilibre sans cesse rétabli et toujours plus humain".

OPINION DES LECTEURS

Les services de pédiatrie de l'Hôtel-Dieu: autre version

Suite à l'article paru dans La Tribune du 11 janvier sur le manque de surveillance en pédiatrie à l'Hôtel-Dieu, j'aimerais donner mon opinion. Je trouve regrettable qu'on fasse une nouvelle à sensation de cet événement. Ayant travaillé pendant six ans à ce département, je peux dire aux parents de ne pas s'inquiéter inutilement. Je pense que le personnel en place fait son gros possible pour assurer aux enfants les meilleures conditions de vie, compte tenu des circonstances. Je ne veux pas faire allusion au cas précis dont il est question, ne connaissant pas la situation, mais je suis d'accord avec Sr Groleau quand elle dit que ce qui se passe est comparable à la maison.

Etant présentement à la maison et mère de deux enfants, je me demande qui peut se vanter d'accorder à ses enfants une surveillance de 24 heures sur 24. Pourquoi alors le demander à un membre du personnel qui a six enfants malades à sa charge? Plusieurs enfants sont hospitalisés pour cause de maladie, mais par contre plusieurs autres le sont à la suite d'accidents survenus à la maison: chutes, fractures, brûlures, intoxications et on ne crie pas au manque de surveillance dans cescas-là. On demande souvent la perfection au personnel d'hôpitaux mais hélas ce sont des gens comme les autres. Je m'en voudrais de juger les parents car lors d'une hospitalisation, ils sont souvent bouleversés et inquiets du sort de leur enfant et dans un tel climat, il n'en faut pas beaucoup pour que le moindre événement semble plus tragique.

En conclusion, j'espère que les parents qui devront hospitaliser leurs enfants le feront dans un climat de confiance et je suis certaine que tout se passera bien.

Louisette Lambert
Rock Forest

L'implantation de Radio-Québec en Estrie: suite

Monsieur Georges Vaillancourt
Député du comté d'Orford
Assemblée Nationale

Nous désirons vous remercier de l'appui que vous nous transmettiez récemment concernant l'implantation immédiate d'une antenne émettrice de Radio-Québec en Estrie.

Dans votre lettre d'appui, vous émettez cependant de nettes réserves relativement à la création d'un centre de production autonome. Dans le but de dissiper tout doute quant aux possibilités de création d'un tel centre, il nous fait plaisir de vous transmettre les considérations suivantes:

L'implantation d'une antenne émettrice et la création de facilités de production sont pour le Comité régional indissociables. En effet, la véritable régionalisation n'a de sens que dans la mesure où les régions peuvent assumer une partie grandissante de la programmation du réseau Radio-Québec. Il est entendu que l'augmentation de la production régionale devra se faire de manière progressive et cela au rythme de la croissance des ressources humaines, techniques et surtout financières.

Afin de minimiser les dépenses d'implantation du centre de production, Radio-Québec en collaboration avec le Comité régional effectue actuellement un inventaire complet des ressources humaines et techniques déjà existantes dans la région. Ainsi, Radio-Québec régional ne viendra pas augmenter inutilement les investissements effectués dans ce domaine mais au contraire accroître leur fréquence d'utilisation et ainsi amortir le coût de ces immobilisations publiques et privées.

Si les équipements existant en télévision s'avéraient insuffisants ou inadéquats, notons que l'établissement d'un studio acceptable, coûterait moins que la construction d'un demi-mille d'autoroute... Ces investissements, s'ils étaient nécessaires, amélioreraient les communications en Estrie tout autant qu'un bout de chemin.

Le centre de production s'articulera en fonction de trois(3) alternatives concurrentes ou parallèles: les équipements privés et publics de la région, les facilités de production du réseau de Radio-Québec et ses propres installations en Estrie. A cet égard, depuis trois ans, neuf émissions ont été produites selon ces possibilités. La concrétisation du centre de production s'établira dans cette continuité.

Enfin, la réalisation d'un centre de production en Estrie ne viendrait pas retarder ou compromettre les implantations prévues dans les régions jugées prioritaires: le Saguenay-Lac St-Jean, la Côte-Nord et le Bas-St-Laurent. En effet, des problèmes de nature technique ralentissent les installations dans ces régions et libèrent ainsi des argents qui peuvent être utilisés avec profit chez nous.

Nous espérons que ces précisions répondent à vos interrogations et démontrent que le gouvernement doit dégeler immédiatement les fonds nécessaires à ce projet.

Vous remerciant de l'intérêt que vous portez à ce dossier important pour la région, nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le président
du Comité régional
Radio-Québec (Estrie)
Jean Chouinard

Des congés de maternité et de paternité

M. René Lévesque
Premier ministre
M. Michel Clair
Député du comté
de Drummond

Depuis des années, les travailleuses et les travailleurs réclament des congés de maternité et de paternité payés.

Ces revendications sont endossées par plusieurs organismes, dont le Conseil du statut de la femme et la Commission des droits de la personne. De plus, elles sont contenues à l'intérieur du programme de votre propre parti.

Les travailleurs et les travailleurs du secteur public et parapublic ont acquis ces droits. Nous exigeons que toutes les travailleuses et tous les travailleurs du Québec bénéficient des mêmes avantages.

Aline Lafortune, Claudette DeGrandpré, Germaine D. Parenteau, Lise Plante, Marielle Beaulieu, André Ostiguy, Thérèse Godin, Francine Leclair, Rene Godin, Denise Bell, Monique Lalancette, Margo Prince, Pauline Lemonde, Germaine Proulx, Simone Boivin, Marie-Paule Pelletier, Denise Montplaisir,

LE DEVOIR UNION LEADER WASHINGTON POST LA PRESSE LA VOIX DE L'EST NEW YORK TIMES

OPINION DES AUTRES

GLOBE AND MAIL THE GAZETTE LE DROIT LE NOUVELLISTE LE SOLEIL VANCOUVER SUN WINNIPEG TRIBUNE

LA PRESSE

Le projet Ryan et le Canada anglais

Claude Ryan paraît heureux de l'impact créé dans le Canada anglais par la publication de son projet de fédéralisme renouvelé.

Si les réactions de la presse anglo-canadienne constituent un mélange de réactions positives, réservées et perplexes, la classe politique, elle, a réagi plus lentement, avec sympathie et avec prudence.

En cette période préréférendaire M. Ryan n'a pas besoin de plus, de la part du Canada anglais, que d'une réaction sympathique, fût-elle teintée d'une certaine réserve, pour faire contraste avec le non sans équivoque qui a accueilli le projet péquiste.

De toute façon il est prématuré pour le Canada anglais de s'engager à fond sur un projet qui n'a encore été endossé ni par le Parti libéral, ni par la population du Québec. Ce n'est qu'après ces deux étapes que la réforme projetée pourra être perçue comme une expression de la volonté du Québec. (Si, évidemment, le projet de souveraineté-association est rejeté au référendum).

Même si ces étapes étaient franchies avec succès, ce ne sera pas suffisant pour exciter à l'action le Canada anglais si celui-ci, malgré la défaite du oui au référendum, ne décèle pas une détermination des Québécois d'en finir avec le fédéralisme si la réforme échoue.

Or le document Ryan, tel qu'il se présente aujourd'hui, pourrait fournir, je le crains, un prétexte au Canada anglais pour ne pas aller aussi loin et aussi rapidement que nous le souhaitons.

Pour détourner les Québécois du projet souverainiste du gouvernement péquiste, le document, dans son avant-propos, après avoir vanté l'expérience canadienne de 1867 à nos jours et avoir démontré que l'actif dépasse largement le passif, affirme que les meilleures chances d'avenir pour le Québec résident dans le lien fédéral canadien. Et il précise que ce cadre offre au Québec deux atouts majeurs: la possibilité de s'épanouir librement suivant son génie propre à l'intérieur du territoire québécois, et aussi la chance de participer, en même temps, sans renoncer à son identité, aux avantages et aux défis d'une société plus large et plus riche. Le document donne beaucoup d'exemples soutenant cette thèse.

Même si le document souligne largement que le Québec n'a pas eu la partie facile, qu'il a dû faire largement face à beaucoup d'obstacles qui l'ont conduit à réclamer un nouvel ordre constitutionnel où les droits et les chances seront égaux, que l'avenir même du Canada dépend de ces changements, je crains que le Canada anglais y trouve des raisons de ne rien brusquer et de tester davantage la patience et la détermination réelle des Québécois.

Car ce que que les Anglo-Canadiens remarqueront d'abord dans ce document c'est qu'il semble établir que le cadre fédéral canadien a été, demeure et restera le meilleur moyen d'épanouissement des Québécois, dût-il conserver sa forme actuelle.

Cette dernière déduction, qui n'est pas explicite mais implicite, ne reflète peut-être pas la pensée des auteurs. Mais la manière avec laquelle les choses sont dites en faveur du fédéralisme canadien depuis ses origines plaide plus en faveur du statu quo, pour un lecteur qui craint le changement, qu'en faveur d'une réforme radicale de l'ordre constitutionnel.

Qu'on relise attentivement le chapitre intitulé "Le défi canadien hier et aujourd'hui". Mettons-nous ensuite à la place de ceux qui ne comprennent pas le Québec, qui croient comme M. Ryan et bien d'autres fédéralistes que le système actuel a fait du Canada un des pays les plus modernes, les plus prospères et les plus libres au monde, qu'il a permis au Québec de devenir une société nationale distincte, de se "doter d'un cadre de vie et d'un réseau d'institutions qui sont l'expression de plus en plus complète de sa culture distincte" et demandons-nous si ceux qui ne croyaient pas hier à la crise seront alertés demain par cette lecture.

Le référendum a enfermé les deux camps dans un étrange dilemme. Pour prouver aux Québécois que le Québec peut devenir souverain, les péquistes doivent soutenir qu'il a atteint un degré de développement et une maturité suffisants; ce qui sous-entend que le fédéralisme n'a pas été un obstacle à l'épanouissement du Québec. Pour détourner les Québécois de l'aventure souverainiste, les fédéralistes doivent démontrer que c'est le cadre fédéral qui a permis au Québec d'être ce qu'il est aujourd'hui et d'envisager l'avenir avec confiance; mais en même temps ils risquent d'induire le Canada anglais à penser que la crise n'est pas aussi aiguë qu'on le dit.

Si le oui est battu au référendum, M. Ryan devra dire beaucoup plus carrément qu'il ne le fait dans son document certaines vérités au Canada anglais.

Marcel ADAM

LE SOLEIL

Une révolution du fédéralisme

Le Parti libéral du Québec a dévoilé hier sa réplique au projet de souveraineté-association préconisé par le gouvernement de M. René Lévesque. Une élémentaire équité exige de féliciter le chef libéral, M. Claude Ryan.

Peu de chefs politiques, surtout s'ils dirigent un parti d'opposition, n'ont réussi jusqu'ici à préciser avec un tel luxe de détails leur politique sur un sujet aussi complexe et aussi controversé que l'orientation constitutionnelle du Québec. Accomplir un tel travail, avec des moyens limités et sans le support de l'appareil de l'Etat constitue en soi un tour de force.

Même s'il était de bonne guerre pour ses adversaires de se moquer de la lenteur du chef libéral à révéler sa propre politique constitutionnelle, chacun conviendra qu'il n'a pas perdu son temps depuis qu'il s'est mis à l'oeuvre il y a dix-huit mois.

Car il s'agit d'un document où la substance l'emporte nettement sur le style ou les bons voeux. Un examen préliminaire des recommandations qui émaillent ce texte de 145 pages conduit à la conclusion qu'il s'agit davantage d'une révolution du fédéralisme que d'un simple réaménagement qu'envisagent les libéraux du Québec. Sur ce plan, le projet Ryan surprendra tout autant le Canada anglais que les thèses péquistes sur la souveraineté-association.

L'ampleur des changements envisagés exigera en effet, de la part des interlocuteurs du Québec, une conviction profonde qu'il faut accommoder au plus tôt la province française même à un coût très élevé, sinon c'est tout l'appareil fédéral qui risque de s'effriter. La tâche première de M. Ryan consistera donc à convaincre et Ottawa et les autres capitales de cette urgence, que personne n'évoque guère présentement.

En gros, les libéraux du Québec visent le renforcement du pouvoir provincial dans des secteurs clés, comme les services sociaux, y compris l'assurance-chômage, la fiscalité, les richesses naturelles, la justice, domaines où la présence fédérale est nettement prédominante et considérée dangereuse par les libéraux.

De plus, le projet libéral place littéralement le gouvernement central sous la tutelle des provinces, dans l'exercice de certaines juridictions où l'intérêt général du pays doit aussi, dans l'esprit des libéraux, être exprimé par les provinces. Le Conseil fédéral, dont le rapport préconise la création, constituerait en quelque sorte un frein permanent aux pouvoirs fédéraux et limiterait au point de l'annuler l'initiative fédérale unilatérale.

Il s'agit là d'une innovation qui va carrément à l'encontre de la pensée dominante à Ottawa, où plusieurs générations de mandarins ont cherché par tous les moyens à promouvoir et appliquer la thèse inverse, à savoir que le gouvernement fédéral possède le mandat implicite de niveler les régionalismes plutôt que de se placer à leur remorque.

On peut d'ores et déjà prédire une forte réticence des fédéralistes traditionnels, face aux recommandations relatives à un nouveau partage des compétences. Seul un front commun soutenu et articulé de toutes les provinces pourrait éventuellement réussir à faire pencher l'opinion en faveur d'une provincialisation accrue du pays, obligeant de ce fait les autorités fédérales à consentir à des réformes qu'elles ont vigoureusement repoussées jusqu'ici.

Le défi le plus ardu des libéraux était certes de traduire dans des propositions concrètes le dualisme de la société canadienne et l'octroi au Québec de pouvoirs spéciaux lui permettant de s'acquitter de son mandat de gouvernement "national", sans violer le principe de l'égalité fondamentale de toutes les provinces.

Le document se tire assez mal de cette difficulté. Il prévoit que le Conseil fédéral, qui remplacerait le Sénat, créerait un comité dualiste chargé d'examiner toute mesure susceptible d'intervenir dans la vie culturelle des deux communautés. Il envisage aussi un banc dualiste à la Cour suprême, qui aurait la même mission et un pouvoir d'intervention dans la nomination de certains personnages importants de la bureaucratie fédérale. Mais dans la pratique, le Québec demeurerait, sur le plan juridique, une province comme les autres.

Ceci est particulièrement évident sur le plan linguistique, où la proposition libérale reprend le projet de charte des droits de M. Pierre Trudeau, lequel spécifie "le droit de tout individu de langue française ou anglaise ou autochtone d'exiger que son enfant reçoive, dans la province où il habite, l'enseignement primaire ou secondaire dans sa longue maternelle".

Jusqu'à nouvel ordre, est anglophone ou francophone celui qui se déclare tel. Dans la pratique, à moins de précisions contraires, cela impliquerait le rétablissement du libre choix de la langue d'enseignement.

Marcel Pépin

LE DEVOIR

Un nouvel ordre constitutionnel

L'effort de décentralisation qui préside à cet ouvrage de révision exhaustive sera sans doute bien accueilli dans les provinces les plus nanties, notamment l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique qu'habite un sentiment régionaliste. Le souci de l'égalité juridique entre les provinces sera d'autant mieux reçu que l'on appréhendait au Canada anglais l'éternel retour au statut particulier, notion qui répugne à la grande majorité des citoyens du pays parce qu'elle implique que le gouvernement d'une région possède des pouvoirs plus étendus que les autres en raison de la langue et de la culture de sa habitants. Bien qu'il ne soit pas explicitement prévu dans la nouvelle constitution, ce statut particulier se manifestera sous une autre forme qui sera acceptable: c'est le principe de l'égalité des langues officielles, l'égalité des deux peuples fondateurs, l'égalité des communautés.

Le Conseil fédéral, formé de 80 membres, réservera toujours 20 places au Québec, autant qu'à l'Ontario dont la population est pourtant supérieure. C'est une manière de reconnaître les caractéristiques culturelles de la communauté francophone. De même un "comité dualisme", composé pour moitié de délégués francophones, interviendra chaque fois que la dimension dualiste (linguistique et culturelle) sera affectée par des initiatives fédérales. la Cour suprême sera aussi dotée d'un "banc dualiste" composé d'un nombre égal de juges du Québec et de juges des autres provinces chaque fois que le tribunal sera saisi d'une question constitutionnelle pouvant modifier l'équilibre du pouvoir à l'intérieur de la fédération.

Toutes ces dispositions dualistes tendent à confirmer que le Québec demeure dans la nouvelle fédération le "foyer principal" des francophones au Canada.

C'est la création et le fonctionnement de ce Conseil fédéral qui suscitera les plus grandes réserves. Le sénat étant aboli, les auteurs du document créent une "institution intergouvernementale dont la fonction consistera à encadrer l'interdépendance des deux ordres de gouvernement". Composé de délégation des provinces qui agissent selon les instructions de leur gouvernement respectif, le Conseil est doté de pouvoirs réels: il ratifie l'exercice du pouvoir fédéral d'urgence et du pouvoir de dépenser; il intervient ou se voit consulter dans divers domaines, notamment les délégations de compétences entre gouvernements, les plans interprovinciaux de mises en marché, la nomination des juges et du juge en chef de la Cour suprême. Bref, le Conseil fédéral est étroitement associé à l'exercice du pouvoir fédéral, surtout pour restreindre ou limiter celui-ci.

Comme le gouvernement central perd d'autre part plusieurs pouvoirs au profit des provinces, il est certain que les hommes politiques d'Ottawa verront dans ce Conseil un instrument de mise en tutelle qui sera jugée irrecevable. On entend déjà les protestations de M. Trudeau malgré le silence qu'il s'impose.

Mais le Canada anglais et la classe politique fédérale ne seront disposés à entreprendre des négociations sur cette base que s'ils appréhendent un OUi au référendum de juin, que s'ils y sont contraints par la conjoncture québécoise. Connaissant mal celle-ci, ils feront preuve de prudence et d'attentisme au cours des prochaines semaines.

Michel ROY

The Toronto Star

Le Canada sans gouvernement devant le référendum québécois

Au début de la campagne électorale, le premier ministre Joe Clark a reproché aux libéraux et aux néo-démocrates d'avoir provoqué la fermeture du Parlement pendant la campagne pré-référendaire sur la souveraineté-association.

"Le Canada sera privé de Parlement, justement à cette époque cruciale, quelques mois avant le référendum", a-t-il déclaré dans un discours prononcé à Ottawa.

Il serait plus juste de dire qu'au moins en ce qui concerne la lutte contre la menace séparatiste au Québec, le Canada a été sans gouvernement depuis le mois de mai dernier.

La position adoptée par Clark, en fait, c'est que la question du référendum concerne exclusivement les Québécois. Il serait prêt à laisser à M. Claude Ryan, le leader libéral, le soin de défendre la cause fédéraliste, même si le type de fédéralisme préconisé par M. Ryan contient des éléments peu recommandables du point de vue national.

Pourtant, de quelque point de vue qu'on l'envisage, le résultat du référendum québécois est une affaire nationale, et le débat sur cette question exige que les idées du reste du Canada soient présentées à l'échelle nationale et fédérale pour contrer le séparatisme de M. René Lévesque.

Le gouvernement national à Ottawa devrait avoir sa propre vision de l'avenir du Canada, et présenter une alternative positive aux Québécois, afin qu'ils puissent prendre une décision en toute connaissance de cause. Mais l'attitude de M. Clark leur donne seulement le choix entre deux types de nationalisme québécois — car M. Ryan continue d'être un nationaliste québécois bien qu'il rejette la souveraineté-association — en attendant de voir de quel côté penchera la balance au Québec.

Un consensus est nécessaire dans tout le Canada — et la seule autorité qui puisse faire naître de consensus, c'est le gouvernement fédéral à Ottawa.

Le fait d'accuser maintenant les libéraux et les néo-démocrates de nuire à la cause fédéraliste en renversant le gouvernement est une effronterie flagrante de la part de M. Clark. Au dernier Parlement, les libéraux l'ont pressé d'agir pour contrer le séparatisme de M. Lévesque, mais il a refusé de le faire.

The Halifax Chronicle-Herald

Il faut investir au Canada

En dépit des avantages croissants à investir ici, les Canadiens continuent d'être attirés par les marchés plus considérables des Etats-Unis. En même temps, le volume des investissements américains au Canada continue d'être au-dessus des niveaux établis pendant la dernière décennie.

Le budget présenté récemment par le ministre des Finances, M. John Crosbie — budget d'ailleurs avorté — proposait quelques primes d'encouragement pour tenter de garder plus de dollars canadiens au pays. Et quel que soit le parti qui gagne les prochaines élections fédérales, il est probable que le prochain budget devra prendre des mesures similaires pour ralentir l'exode des capitaux.

Mais le principal empêchement aux investissements américains au Canada — la Loi pour la révision des investissements étrangers — demeure en place.

Cela, aussi, est une question qui méritera examen, après les élections du mois prochain. L'économie nationale est dans un état tellement pitoyable que nous ne pouvons permettre que continue le déclin des investissements étrangers.

The Montreal Gazette

Les droits linguistiques dans le projet Ryan

Pour les anglophones du Québec, tout comme pour les francophones des autres provinces, ce qu'il y a de plus frappant dans les propositions constitutionnelles de M. Claude Ryan, c'est leur générosité sans précédent dans le domaine des droits linguistiques des minorités.

Ces nouveaux droits linguistiques, insérés dans la charte des libertés civiles, couvriraient presque tous les aspects de la vie quotidienne. Ainsi par exemple, tout individu d'expression anglaise ou française, au Canada, aurait le droit d'exiger que ses enfants soient instruits dans leur langue maternelle, dans leur province.

Cela avantagerait les francophones hors du Québec, et permettrait aux anglophones canadiens qui s'établissent au Québec d'envoyer leurs enfants dans des écoles anglaises, une des plus importantes libertés que leur refuse la Loi 101.

D'autres droits, également importants, seraient garantis. Là où les nombres le justifient, les minorités françaises ou anglaises pourraient administrer leurs propres écoles, et recevoir des services médicaux et sociaux, ainsi que la radio et la télévision, dans leur propre langue. Et les personnes menacées d'emprisonnement pourraient subir leur procès en français ou en anglais, où que ce soit au Canada.

Après ces généreuses propositions, il est difficile de comprendre pourquoi les libéraux ont tellement hésité à accepter le paragraphe 133 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, qui protège l'usage du français et de l'anglais dans les tribunaux et à l'assemblée nationale du Québec. Les libéraux étendraient cette règle à l'Ontario, au Manitoba et au Nouveau-Brunswick: elle devrait s'appliquer à tout le Canada.

La finance

Chaussures Dynastie obtient un prêt de $200,000

par Gilles Fisette

SHERBROOKE — Les Chaussures Dynastie Inc, de la rue Frontenac, pourront emprunter les $200,000 nécessaires à la poursuite de son implantation sur le marché canadien de la chaussure de luxe. La Commission d'expansion des entreprises du ministère de l'Industrie et du Commerce du Canada vient tout juste de lui fournir l'assurance-prêt nécessaire.

C'est ce qu'a déclaré, hier midi, le président de la Commission, M. Louis-Paul Nolet lors d'une rencontre avec divers représentants de l'entreprise locale.

Il entendait profiter ainsi de la tenue à Sherbrooke de la réunion mensuelle de la Commission pour rendre publique cette décision et rencontrer les entreprises afin de mieux expliquer les divers services offerts par la Commission.

Selon M. Nolet, si la Commission qui regroupe plusieurs programmes d'assistance financière du gouvernement fédéral se taille une partieimportante dans le développement de la petite entreprise (plus de $13 millions en subventions et des assurances prêts pour $57 millions depuis sa création, il y a 32 mois), elle déplore toutefois "l'hésitation qu'ont encore les hommes d'affaires, pourtant réputés pour leur sens de l'initiative, à se prévaloir des programmes d'assistance que met à leur disposition le gouvernement fédéral."

Si la photo n'en illustre qu'une, la fabrication d'une paire de chaussure passe par rien de moins que 30 étapes différentes avant d'aboutir au produit fini. La compagnie Dynastie Inc., de Sherbrooke, elle, a produit 72,000 paires de chaussures l'an dernier...

"Nous avons souvent discuté entre nous à la Commission de ce phénomène et nous sommes d'accords sur le besoin de provoquer les demandes chez les hommes d'affaires", rajoute-t-il.

Cette situation, selon M. Nolet, est aussi vrai dans les Cantons de l'Est que partout ailleurs au Québec. "Pourtant, nos programmes sont simples (les entreprises sont aidées par nos agents régionaux) et profitables. Dans les Cantons de l'Est, c'est environ $3 millions qui ont été versés depuis les origines de la Commissions."

M. Louis-Paul Nolet.

Par la suite, il a cité quelques exemples d'entreprises de la région qui ont su tirer profit des services offerts. Il a nommé entre autres Le bloc Vibré Inc., la compagnie CROL et la compagnie Lennoxvan.

"Notre but, déclare-t-il, est d'encourager les sociétés admissibles à mettre de l'avant des projets audacieux mais qui promettent de rapporter un taux de rendement élevé par rapport aux capitaux investis. Le but que nous visons est de favoriser la croissance du secteur industriel de la fabrication et de la transformation pour stimuler l'économie canadienne."

TORONTO

TORONTO (PC) — Touchée par des ventes bénéficiaires la Bourse de Toronto a flanché, vendredi, après neuf jours consécutifs de hausses records. L'indice composé finit en baisse de 1.42 à 1966.71.

Huit des 14 secteurs du marché ont fléchi, à commencer par celui des transports. Les hydrocarbures dominent les six compartiments gagnants, marquant une hausse de 54.90 à 3976.55. Les papeteries et les communications ont atteint des sommets.

MONTREAL

MONTREAL (PC) — Les cours ont fléchi à la Bourse de Montréal, vendredi, et l'indice composé termine la séance en baisse de 0.53 à 329.69. En tout 2,071,691 actions ont changé de mains et 2,582 contrats d'option ont été négociés.

Dans le secteur des biens d'équipement dont l'indice tombe de 5.25 à 215.56, CAE Industries perd 1-8 à $15,

UN RÉGIME ENREGISTRÉ D'ÉPARGNE RETRAITE

"R.E.E.R."

Sécurité ou...spéculation?

Un REER n'est pas seulement un instrument pour différer l'impôt sur le revenu.

C'est avant tout un placement sûr en vue de la retraite.

Au moment de souscrire un REER, vous vous posez toujours des questions comme:

- Le capital est-il garanti ou non?
- L'intérêt est-il simple ou composé?
- Le taux d'intérêt est-il garanti? et pour quelle période: 1 an, 5 ans, 10 ans et plus?
- Quels sont les frais en cas de transfert ou résiliation?
- A quel âge pourrai-je convertir mon REER en une rente viagère?
- Quel sera à ce moment là la solution adéquate dans mon cas particulier?

Seul un professionel pourra répondre à ces questions. Parlez-en avec votre assureur-vie membre de son association.

L'ASSOCIATION PROVINCIALE DES ASSUREURS-VIE DU QUÉBEC

5400 membres répartis dans 21 associations d'assureurs-vie dans la Province.

855

FONDS MUTUELS

Institute Members	
AGF Group	
Amer Grwth	7.21
Cdn Gs Egy	8.35
Cdn Sec Gth	9.48
CdnTrusteed	4.11
Corp Invest	7.54
CorpInvStk	11.11
GwthEquity	19.05
Japan	13.24
nMMF	13.35p10.00
OptionEquity	4.60
Special	8.40
Bolton Tremblay	
CdaCumul	10.79
IncomeFund	9.66
Internatnl	9.87
PldResourcs	10.18
Taurus	12.72
Calvin Bullock Gr	
Acrofund	2.23
yBanner Fnd	5.07
CIF	6.01
CIF Income	10.00
Central Group	
yCam Grwth	7.68
yCompound	7.45
yDividend	8.15
yFund 4000	5.24
yIntl Energy	3.05
yIntl Grwth	5.17
yIntl Income	3.82
yNat Res Gth	5.74
yNorthn Egy	5.68
yRevenueGth4	4.21
yUnivest	6.56
CSA Mgmt Gr	
Goldfund	13.80
Goldtrust	6.55
Confed Group	
DolphinEqty	6.37
yDolphinMtg	4.88
Cundill Group	
ySecurity	9.70
yValue	8.16
Dynamic Group	
ynDyn Amer	5.07
ynDyn Fnd	14.63
ynDynIncom	5.60
Eaton-Bay Group	
Commwth	19.72
Dividend	5.19
Growth	15.97
Income	3.85
Internatnl	14.12
Leverage	6.77
Venture	6.92
Viking	8.19
Guaranty Trust Gr	
ynInvEquity	11.38
ynInvIncome	3.96
ynMortgage	9.68
Guardian Group	
yEnterprise	1.43
yGIS Income	5.08
yGwthFund	18.50
yNorth Amer	7.40
yMutual Acu	6.53
ySec Income	9.60
yWorld Eqty	5.83
Investors Group	
yBond	4.44
yDividend	8.59
yGrowth	16.20
yInternatnl	8.59
yJapan	11.26
yMortgage	4.66
yMutual	7.33
yProvidt Stk	8.45
yRetiremnt	10.06
ynJones Hwrd	4.07
Principal Gr	
yCollective	11.61
yGrowth	6.94
yVenture	6.54
yBond	2.83
Prudential Gr	
Growth	9.19
Income	4.75
ySask Dev Fd	4.70
Scotiafund Gr	
Scotiafund	1.49
Scotiafd Mtg	.94
TempletonGth	7.88
United Bond Share	
RoyFund	11.56
RoyFund Inc	4.80
Universal Group	
Equity	15.34
Income	4.32
Internatnl	5.23
Resource	8.14
Non-Members	
yAlfamira Fd	6.24
Assoc Inv	8.85
yBeaubran	6.26
Canagex Gr	
yBond	8.72
yFund	14.00
yMortgage	9.68
yCapital Grth	5.41
xChase	7.80
ynComCpMtg	9.87
Desjardins Gr	
yActions	11.59
yHypotheq	4.13
yInternatnl	10.20
yObligstns	4.59
Quebec	5.86
nySpec	9.09
Dixon Krog Gr	
xdDixon, Krg	14.3
xdHeritage	4.30
Vanguard	11.65
yDomequity	14.89
yDominComp	12.75
Dreyfus Group	
Inc	14.55
xInternatnl	19.95
ynExecutvIntl	1.37
xFid Trend	26.78
nFst Cdn Mtg	9.93
Fiscon Fund	5.92
nHarvard	13.12
Industrial Gr	
Indust Amer	3.25
Indust Div	7.52
Indust Eq	10.78
Indust Gth	6.71
Indust Incm	8.89
Indust Pens	32.43
Keystone Gr	
Cus K-2	5.82
Cus S-1	18.61
Cus S-4	7.17
Internatnl	3.94
xLex Rsrch	19.23
yMaritime Eq	3.81
Marlborough	9.15
NW Group	
yCanadian	7.49
yEquity	12.05
xOne Wm St	16.53
xOppenhmr	8.14
Pemberton Gr	
nPacific Div	7.17
nPacific Ret	5.32
nPacific US	6.20
PHN Group	
yBond	9.32
yCanadian	12.72
yDivIncome	10.77
Fund	18.50
yPooled	40.67
nyRRSP	20.48
PMF Managmnt	
nPensionMu	11.88
nXanadu Fd	7.86
nPutnam	12.28
Pret et Revenu Gr	
American	12.86
Canadian	9.59
Retraite	9.72
Sterling Group	
Equity	8.01
yMortgage	4.78
xTech	10.70
yTradex	20.22
Trans Canada Gr	
A	6.31
B	67.70
C	11.83
United Group	
yAccumula	6.76
yAccumul R	7.05
yAmerican	2.29
yCont Mortg	4.95
yHorizon	4.60
ySecurity	4.18
yVenture	5.23
yVentureRet	8.50
Western Grth	8.24

METAUX

PARIS (PC) — Cours de clôture de l'or, en devises américaines, sur les principaux marchés mondiaux, avec, entre parenthèses, les cours de la journée précédente:

Londres: $835.00 ($760.00)
Paris: $731.70 ($692.89)
Francfort: $825.50 ($728.25)
Zurich: $840.50 ($730.50)
Hong Kong: $810.65 ($728.42)

l'argent

Handy and Harman of Canada Ltd. cotait l'argent canadien à $55.307 l'once et à $1,778.13 le kg, en regard de $52.259 l'once et $1,680.13 le kg, la veille. Ces cours sont en dollars canadiens.

PARIS (PC) — Cours de clôture de l'or, en devises américaines, sur les principaux marchés mondiaux, avec, entre parenthèses, les cours de la journée précédente:

Londres: $835.00 ($760.00)
Paris: $731.70 ($692.89)
Francfort: $825.50 ($728.25)
Zurich: $840.50 ($730.50)
Hong Kong: $810.65 ($728.42)

l'argent

Handy and Harman of Canada Ltd. cotait l'argent canadien à $55.307 l'once et à $1,778.13 le kg, en regard de $52.259 l'once et $1,680.13 le kg, la veille. Ces cours sont en dollars canadiens.

DEVISES ÉTRANGÈRES

MONTREAL (PC) — Voici les taux des devises tels que fournis par la Banque de Montréal. Les cotes sont en monnaie canadienne.

Afrique du Sud rand 1.4230
Allemagne de l'Ouest mark .6750
Arabie saoudite Rial .3490
Australie dollar 1.2975
Autriche schilling .0947
Bahamas dollar 1.1775
Barbade dollar .5850 Belgique franc convertible .041800
Bermudes dollar 1.1775
Brésil cruzeiro .0654
Bulgarie lev 1.3939
Caraibes dollar .4340
Chine renminbi .7890
Colombie peso .0231
Danemark couronne .2180
Espagne peseta .01775
Etats-Unis dollar 1.1618
France franc .2885
Grèce drachme .0310
Hong Kong dollar .2390
Hongrie forint .0331
Inde roupie .1520
Irlande livre 2.5050
Italie lire .001455
Jamaique dollar .6590
Japon yen .004853
Koweit dinar 4.3080
Mexique peso .0510
Norvège couronne .2375
Nouvelle-Zélande dollar 1.1560
Pays-Bas .6120
Pologne zloty .0389
Portugal escudo .0235
Roumanie leu .2572
Royaume-Uni livre 2.6501
Singapour dollar .5430
Suède couronne .2825
Suisse franc .7335
Tchécoslovaquie couronne .2270
Trinidad-Tobago dollar .4885
URSS rouble 1.8149
Venezuela bolivar .2803

DENRÉES

MONTREAL (PC) — Cours des denrées transmis par le ministère fédéral de l'Agriculture:

Beurre: Commission canadienne de l'industrie laitière, prix d'achat, no 92, $1.48; no 93, $1.48; prix de vente, $1.48; prix de gros moyen, aux détaillants, $1.56 9-10.

Fromage cheddar: blanc, $1.42 9-10; coloré, $1.43 1-5.

Poudre de lait écrémé: no 1, sacs de 50 lb, $0.88 à $0.90; poudre de lait de beurre: $0.74 à $0.76; petit lait pour alimentation: $0.17 à $0.18 1-2; petit lait pour animaux: $0.12 à $0.15; lait évaporé: $21.85 à $23.15 pour 48 sachets de 385 ml.

Oeufs: prix moyens des grossistes aux détaillants, en boîtes d'une douzaine, A-extra-gros, $1.11 1-2; A-gros, $1.05 3-10; A-moyens, $0.96 3-5; A-petits, $0.74 1-5.

Prix de gros aux distributeurs, établis par la Fédération des producteurs avicoles du Québec: A-extra-gros, $1.09; A-gros, $1.02; A-moyens, $0.94; A-petits, $0.72; A-peewee, $0.39.

Pommes de terre, prix de gros: Québec, $2.15 à $2.25 pour 50 lb. $0.95 à $1.00 pour 20 lb; $0.60 à $0.65 pour 10 lb; I.P.E., $3.35 à $3.50 les 50 lb; $1.45 à $1.50 les 20 lb; $0.80 à $0.85 les 10 lb; Nouveau-Brunswick: $2.40 à $2.65 les 50 lb; $0.68 à $0.70 les 10 lb.

FRUITS ET LÉGUMES

MONTREAL (PC) — Prix payés au marché central métropolitain tels que fournis par le ministère de l'Agriculture du Québec.

Fruits

Pommes (à compter du 2 décembre 1979): McIntosh: cell-pack, grosseur 120; détaillants $11.50; grosseur 140: détaillants $11.00; 12 cellos de 3 livres: détaillants $9.50; 8 cellos de 5 livres: détaillants $10.00; 9 cellos de 4 livres: détaillants $9.50; 4 X 4 pintes: détaillants $6.50; 6 X 3 litres (expérimental); détaillants $6.35; 40 livres en vrac: détaillants, $7.50; Cortland et Wolf River: détaillants, $1.00 de moins que la McIntosh. Délicieuse rouge et Spartan: détaillants, $1.20 de plus que la McIntosh.

Prix minimum net, vendues et livrées aux grossistes: diminué de 12.5 pour cent du prix du détaillant.

Régions à plus de 180 milles de Montréal: 50 cents de plus.

Les prix ci-dessus sont fournis par le Plan conjoint des producteurs de pommes du Québec.

Légumes

Betteraves: $1.50 à $1.75 le sac de 25 lb (moyennes), $1.00 à $1.25 le sac de 25 livres (grosses); grosses: $1.50 à $1.75 le sac de 50 lb; $2.25 à $2.50 le sac de 12 sachets de 2 lb.

Carottes: $2.00 à $2.25 le sac de 25 lb; carottes grosses, $3.25 à $4.00 le sac de 50 lb; $5.75 à $6.00 le sac de 24 sachets de 2 lb ou de 10 sachets de 5 lb.

Choux rouges: $4.50 à $4.50 la caisse de 12.

Choux de savoie: $7.00 à $7.50 la caisse de 12.

Choux verts: $2.50 à $4.00 le sac de 50 lb; gros: $1.50 à $2.00 le sac de 50 lb.

Echalotes françaises: $6.50 à $7.00 pour 12 sachets de 250 gr.; $10.00 le sac de 10 lb.

Endives: $10.00 à $11.00 la caisse de 8 livres.

Laitue Boston, de serre: $6.00 à $6.50 pour la caisse de 12 unités.

Navets blancs: $4.25 à $4.50 pour 25 livres.

Oignons: jaunes gros, $4.75 à $5.00 pour 50 lb; jaunes moyens, $4.50 à $5.50 pour 24 sachets de 2 lb ou 10 sachets de 5 lb; $3.75 à $4.50 le sac de 50 lb; $2.00 à $2.25 le sac de 25 lb; jaunes petits: $0.70 à $0.75 le sac de 10 lb. Oignons verts: $1.00 à $1.25 la botte de 6 paquets. Oignons rouges: $0.70 à $0.75 le sac de 10 lb; $3.75 à $4.00 le sac de 50 lb.

Panais: $3.50 le 20 lb; $4.00 à $4.25 les 12 sachets de 2 lb.

Poireaux: $3.00 à $4.00 la botte de 12 unités.

Rutabaga: $2.50 à $3.00 pour 50 lb; $1.50 à $1.75 pour 25 lb.

Pommes de terre: $2.00 à $2.25 le 50 lb; $0.70 à $0.95 le 20 lb; $0.55 à $0.65 le 10 lb; lavées (blanches): $4.00 à $4.50 le sac de 10 sachets en polyéthylène de 5 lb; $3.50 à $3.75 la boîte de 50 lb; lavées (rouges): $4.50 le sac de 10 sachets en polyéthylène de 5 lb. Arrivages: 4,370 sacs de 50 lb.

TAUX DES MONNAIES

MONTREAL (PC) — Le dollar américain a clôturé, vendredi, en hausse de 17-100 et cotait $1.1616 face à la devise canadienne. La livre sterling monte de 1.12 et cote $2.6519.

A New York, le dollar canadien a cédé 3-25 à $0.8609 mais la livre a pris 11-20 à $2.2830.

CREDIT STANSTEAD INC. (et ses filiales)
COATICOOK ET MONTREAL

BILLETS A COURT ET MOYEN TERMES

Emis avec échéance à tout jour ouvrable soit à demande, soit au cours des cinq années suivant la date d'émission.

Les billets dont les échéances s'échelonnent jusqu'à 365 jours inclusivement (billets à court terme) et les billets dont les échéances s'échelonnent de 366 jours à cinq ans inclusivement (billets à moyen terme) seront émis à leur valeur nominale sous forme de billets immatriculés en diverses coupures à compter de $100. avec intérêts payables mensuellement, trimestriellement, semestriellement ou annuellement aux détenteurs immatriculés. Le capital et les intérêts seront payables en monnaie ayant cours légal au Canada au siège social de la Compagnie, au 79 rue Court, Coaticook, P.Q. et à la succursale, au 50 Ouest, Boul. Crémazie, Bureau 709, Montréal, Qué.

TAUX : SUR DEMANDE

Présentement, les taux d'intérêts sur les billets à moyen terme sont pour:

CINQ ANS 13% — 1 AN: 15%

Une copie du prospectus de la Compagnie peut être obtenue, sans frais, en en faisant la demande, à tout bureau de la Compagnie, à Montréal et Coaticook, P.Q.

Pour plus de renseignements, appelez
Gérard Gagnon, Montréal à (514) 384-8090,
ou Michel B. Parent, Coaticook à (819) 849-4801.

46593

explorations

Le Conseil des Arts désire que le plus de monde possible s'intéresse aux arts et à la culture, et découvre et apprécie notre patrimoine. Si vous avez un projet en ce sens, qui soit imaginatif et novateur, adressez-vous à Explorations.

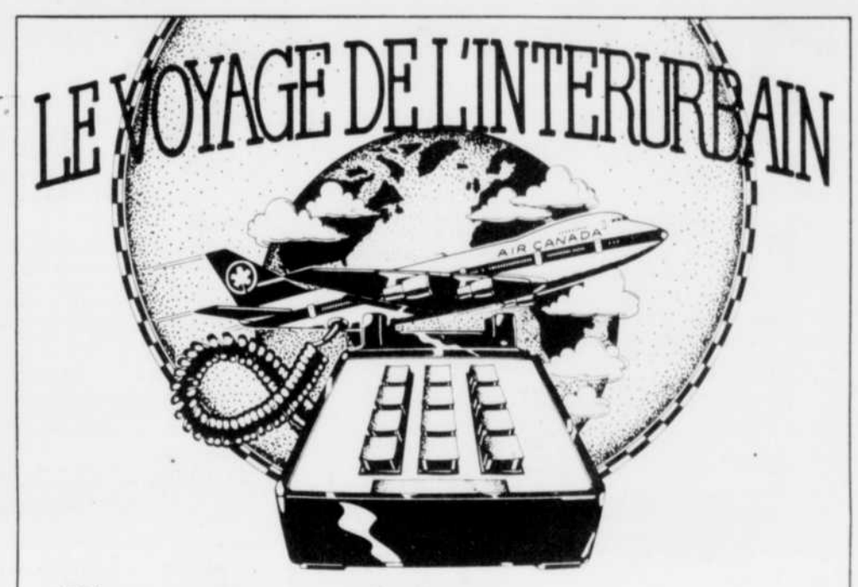
Explorations subventionne ce type de projet sur recommandation de ses comités régionaux. Ses concours sont ouverts aux individus, groupes ou organismes canadiens.

Pour obtenir renseignements et formules de demande, écrivez-nous, en joignant à votre lettre une brève description de votre idée et toute indication biographique utile.

Prochaines dates limites: 1er mars. 1er juin.

Programme Explorations
Conseil des Arts du Canada
C.P. 1047
Ottawa (Ontario)
K1P 5V8

Programme mis en oeuvre par le Conseil des Arts du Canada



Ils ont participé... et ils ont gagné au concours "Le voyage de l'interurbain"

Le grand concours "Le voyage de l'interurbain" a fait d'heureux gagnants.

Les dix gros lots ont été attribués par Bell Canada aux personnes suivantes:

Gregory Fash, North Bay, Ontario
Dr. Clarence L. Bates, Dundas, Ontario
Fernande Jacob, Montréal, Québec
Ellen McRae, Toronto, Ontario
William Seabrook, London, Ontario
Margaret Maydew, Listowel, Ontario
Ivy V. Martin, Rawdon, Québec
Irving Rife, Willowdale, Ontario
Bill Gardner, Toronto, Ontario
Bill H. Cockshutt, London, Ontario

Pour chacune d'entre elles, un gros lot comprend: un voyage pour deux offert par Air Canada, billets aller-retour vers une destination desservie par Air Canada; $2 000 CAN en chèques de voyage offerts par American Express; un ensemble de six valises Espana offert par Samsonite; un appareil photo SX-70 Sonar offert par Polaroid.

Même si le concours est terminé, vous pouvez continuer à voyager à peu de frais...par l'interurbain. Et surtout, profitez des périodes de tarifs réduits de Bell Canada!

Bell 1980

Carrefour Voyages

PEROU
ARGENTINE • BRESIL

Départ 22 fév. — retour 8 mars (16 jrs)

Comprend:
— Transport depuis Sherbrooke, aller et retour
— Tous les transferts
— Hébergement pour toute la durée du séjour
— 3 tours de ville à Lima, Buenos Aires et Rio
— Taxes et frais de service aux hôtels
— Excursion 3 jours/2 nuits: Cuzco, Machu Picchu et Iquitos en Amazonie.

Votre accompagnatrice Ghyslaine M. Grant

42290

Situé au Carrefour de l'Estrie — (819) 563-7131
3050, Boul. Portland, local 304, Sherbrooke, Québec, J1L 1K1
Permis du Québec.

Quelle formule de placement choisir pour votre épargne-retraite?

Les régimes enregistrés d'épargne-retraite vous offrent tellement de formules de placement qu'il est souvent difficile de choisir. Au Montréal Trust, nous pouvons vous expliquer chacune des six formules que nous offrons et vous donner en détail tous les avantages, y compris ceux de l'impôt différé.

Montréal Trust
Chez nous, vos intérêts sont bien servis

AURELE LEBRUN
directeur services financiers
2524, King ouest — Sherbrooke
565-1933

Étudiant, étudiante du secondaire V ou du collégial

que dirais-tu d'une bourse spéciale

... et d'un emploi dans un domaine d'avenir?

Bourses spéciales en techniques professionnelles

Le ministère de l'Éducation lance ce nouveau programme de bourses spéciales afin d'inciter les étudiants à s'inscrire à certaines techniques professionnelles de niveau collégial. Le choix des techniques désignées a été fait en tenant compte des critères suivants: le volume des emplois disponibles, l'urgence de combler ces emplois, l'importance des retombées économiques, l'accessibilité à une clientèle masculine et féminine.

500 $

Le montant des bourses spéciales a été fixé à 500 $ chacune pour 1980-81. Ces bourses spéciales seront offertes à tout étudiant(e) qui s'inscrira à l'une ou l'autre des techniques désignées, sans tenir compte de ses ressources financières ou de celles de ses parents.

Il n'y a pas de formulaire à remplir. Les bourses seront versées à ceux et celles dont le nom apparaîtra sur les listes officielles des collèges.

À l'intention de...

Ces bourses spéciales s'adressent aux élèves de niveau secondaire V qui choisiront de faire leur cours collégial dans l'une des cinq (5) techniques suivantes:

- **techniques d'architecture navale** 248.01
- **techniques de mécanique de la marine** 248.03
- **technologie minérale** 271.00
- **technologie de la métallurgie** 270.00
- **techniques du textile** 251.00

... ainsi qu'aux étudiants du niveau collégial qui entreprendront leur troisième année en:

- **techniques de fabrication mécanique** 241.01
  ou en
- **techniques d'instrumentation et contrôle** 241.02

Pour des renseignements supplémentaires

Pour des renseignements supplémentaires, adressez-vous au responsable de l'information scolaire et professionnelle de votre établissement d'enseignement.

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation

Un emploi d'avenir

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

N.B.- Toutes les annonces publiées dans ces pages sous la Rubrique Carrières et Professions sont assujetties à la loi numéro 50. Les emplois annoncés s'adressent donc aux hommes et aux femmes.

Voir autres annonces en page B 7

Administrateurs et gens d'affaires à la retraite

devenez conseiller à temps partiel.

Inscrivez-vous comme conseiller à temps partiel auprès de notre module C.A.S.E. (Consultation au Service des Entreprises) et contribuez ainsi à l'essor des P.M.E. de votre région.

Pour plus de renseignements communiquez avec:
M. Roland Lortie,
Coordonnateur,
2532 ouest, rue King
Sherbrooke H1J 2G9
(819) 565-4740

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT
SERVICES DE GESTION CONSEIL

CSS GIM — LE CENTRE DE SERVICES SOCIAUX DE LA GASPESIE ET DES ILES DE LA MADELEINE

RECHERCHE

UN(E) AGENT DE RELATIONS HUMAINES

FONCTIONS:

Sous l'autorité du chef de bureau, le candidat exercera des activités de conception, d'actualisation, d'analyse et d'évaluation dans le cadre de programmes de services sociaux destinés à l'enfance, principalement au niveau de l'enfance handicapée physique et/ou mentale.

De plus, le candidat sera appelé à exécuter:

— Un travail social auprès de jeunes handicapés physique et/ou mentaux, certains d'entre eux dénotant possiblement quelques problèmes au niveau socio-affectif.
— Un travail social au niveau des familles de ces jeunes.
— Le placement et suivi en familles d'accueil et en centres d'accueil de cette clientèle de jeunes handicapés physique et/ou mentaux.

Le candidat pourra également se voir confier quelques cas d'adultes handicapés physiques et/ou mentaux. Enfin, le candidat pourra être appelé à exécuter certaines tâches connexes à la demande de son supérieur immédiat.

QUALIFICATIONS:

Détenir un diplôme universitaire terminal de 1er cycle en service social.
Quelques années d'expérience souhaitables.

EXIGENCES:

Utiliser un véhicule automobile personnel dans l'exercice de ses fonctions.

ENDROIT:

Territoire desservi par le bureau de Ste-Anne-des-Monts.

REMUNERATION:

Selon la convention collective.

Les personnes intéressées à ce poste sont priées de faire parvenir leur offre d'emploi avant le 31 janvier 1980 à l'adresse ci-dessous mentionnée:

C.S.S.G.I.M.
Direction des Ress. Humaines
Concours no 247
C.P. 39
GASPE, P.Q.
G0C 1R0

N-34657

DIRECTEUR

Caisse populaire Saint-Adolphe de Dudswell
Case postale 90
Saint-Adolphe de Dudswell, J0B 2L0

2e affichage

LA DESCRIPTION

Sous l'autorité du Conseil d'administration, le DIRECTEUR planifie, organise, dirige et contrôle l'ensemble des activités de la Caisse. Il assiste aux réunions du Conseil d'administration et voit à l'application des directives reçues ou des politiques émises. Au besoin, il siège à titre de personne ressource sur tout autre conseil, commission ou comité de la Caisse. Il élabore des politiques notamment sur les taux d'intérêt, le budget, les locaux et le personnel. Il reçoit les sociétaires en entrevue portant sur les divers services de la Caisse et les conseille dans le domaine de sa compétence. Il représente la Caisse, au besoin, dans les activités locales ou autres. Il détient la responsabilité des opérations quotidiennes de la Caisse ainsi que de la production des états financiers et des divers rapports.

LA CAISSE ET SON MILIEU:

L'actif de la Caisse est d'environ $2.7 millions et elle emploie trois (3) employés à plein temps. Le nombre approximatif de sociétaires est de 925. Environ $2 millions sont prêtés aux membres sous diverses formes dont $600,000. en reconnaissances de dette.
Cette localité de type rurale est située à mi-chemin entre East Angus et Weedon et compte une population de plus de 1,500 habitants.

LES EXIGENCES:

Ce poste nécessite habituellement quinze (15) années de scolarité (DEC en techniques administratives) et de deux (2) ans d'expérience pertinente. Toutefois, une plus grande expérience pourra compenser pour un manque de scolarité.
La personne choisie devra avoir une très bonne connaissance de la comptabilité, des services relevant de l'épargne et du crédit et être sensible à la gestion du personnel et du travail d'équipe. Elle devra posséder de plus les qualités suivantes: dynamisme, leadership reconnu, capacité d'organisation et aimant le contact humain. La connaissance de la langue anglaise et du télétraitement peuvent constituer des atouts importants.

CONDITIONS DE TRAVAIL:

Salaire selon l'échelle prévue pour un poste de cette importance et avantages sociaux usuels. Ce poste devrait intéresser les personnes désirant gagner $16,000. et plus.
Toute personne intéressée à poser sa candidature pour ce poste devra en faire la demande par écrit, au soussigné au plus tard le 25 janvier 1980.

Michel Beaudoin
agent de personnel
Union régionale de Sherbrooke des C.P.D.
1845, rue King ouest
Sherbrooke, J1J 2E4
Tél.: 819-569-9481

46670

569-9201

FOYER ST-JOSEPH DE SHERBROOKE

Centre d'accueil de 250 lits pour personnes âgées

Poste: **Animateur(trice)**

Supérieur immédiat: Directeur Général

Nature de la Fonction:

En étroite collaboration avec tout le personnel, notamment celui affecté aux services cliniques, planifier, programmer, organiser et réaliser toutes les activités sociales, culturelles, éducatives et récréatives pour et avec les résidents âgés de l'établissement, dans le but de créer un milieu de vie et un climat propice à leur épanouissement et à l'utilisation maximale de leurs ressources personnelles.

Exigences et qualifications:

Détenteur d'un diplôme, au moins Collégial, dans le domaine des loisirs, de l'animation, la récréologie ou équivalent.
Connaissances et formation en gérontologie préférables.
Expérience souhaitée auprès des personnes âgées.

Salaire et conditions de travail:

Salaire entre $12,500. et $20,000. selon expérience.
Autres avantages sociaux (vacances, congés fériés, assurance-maladie, etc.) selon les normes du M.A.S.

Faire parvenir son curriculum vitae et attestations d'études et expérience avant le 16 février 1980 à:

Foyer St-Joseph de Sherbrooke
Service du personnel,
611 nord, Boul. Queen,
Sherbrooke, Qué.
J1H 3R6

46740

CSS GIM — LE CENTRE DE SERVICES SOCIAUX DE LA GASPESIE ET DES ILES DE LA MADELEINE

RECHERCHE

UN(E) AGENT DE RELATIONS HUMAINES

FONCTIONS:

Sous l'autorité du chef de bureau, le(la) titulaire du poste assumera les responsabilités d'accueil, d'évaluation et d'orientation des clientèles desservies par le C.S.S.; de plus, dans le cadre de la loi de la protection de la jeunesse, le(la) titulaire assumera les responsabilités susmentionnées de même que l'application des mesures d'urgence en conformité avec la délégation du Directeur de la Protection de la Jeunesse.
Le(la) titulaire pourra également se voir attribuer une certaine charge de cas relatifs aux clientèles de l'établissement.
Le(la) candidat(e) exécutera toute autre tâche connexe à la demande de son supérieur immédiat.

QUALIFICATIONS:

Diplôme universitaire terminal de premier cycle en service social d'une université reconnue au Québec.
Quelques années d'expérience clinique souhaitables.

EXIGENCE:

Utiliser un véhicule automobile personnel dans l'exercice de ses fonctions.

ENDROIT:

Territoire desservi par le bureau de Ste-Anne-des-Monts.

REMUNERATION:

Selon la convention collective.

Les personnes intéressées à ce poste sont priées de faire parvenir leur offre d'emploi avant le 31 janvier 1980 à l'adresse ci-dessous mentionnée:

C.S.S.G.I.M.
Direction des Ressources Humaines
Concours 245
C.P. 39
Gaspé
P.Q.
G0C 1R0

N-34655

PREPOSE(E)

A L'IMPRESSION ET A LA REPRODUCTION

La Ville de Sherbrooke est à la recherche d'un(e) candidat(e) d'expérience pouvant cumuler les responsabilités suivantes:

LA FONCTION:
— S'occupe de l'impression et de la reproduction de documents, dossiers, formules, représentation graphiques et autres, tels qu'agendas et procès-verbaux des réunions du Conseil municipal, états financiers, rapports, règlements, dessins et plan divers, provenant de ou requis par différents services municipaux.
— Voit à l'entretien et au fonctionnement normal de l'imprimante offset ou à l'ammoniaque et/ou des photocopieurs et à opérer différentes machines généralement utilisées dans l'imprimerie, telles que: trieuse de copies, colleuse, couteau à papier, perforatrice et plieuse.
— Voit à conserver un fichier sur les originaux, le nombre de copies imprimées ou photocopiées.
— Est appelé(e) à contrôler les stocks de papeterie de l'imprimerie, formuler les réquisitions et s'assurer d'un minimum d'inventaire de formules standards.

LES EXIGENCES:
— Avoir complété son Secondaire V avec spécialisation en imprimerie

ou

Avoir complété son Secondaire V et détenir une expérience pertinente de trois (3) ans sur imprimante offset.
— Avoir une excellente connaissance du français.

LE TRAITEMENT: Le traitement sera établi en fonction de la formation et de l'expérience du candidat.

Toute personne intéressée est priée de faire parvenir son curriculum vitae avant le 26 janvier 1980 à l'adresse suivante:

Ville de Sherbrooke
Agent des Ressources Humaines
144, rue Wellington nord
SHERBROOKE (Québec)
J1H 5C5

46552

GÉRANT / VENDEUR

demandé pour concessionnaire Chrysler de la région immédiate de Sherbrooke.

Faire parvenir son curriculum vitae à:

CASIER 81
LA TRIBUNE
1950, RUE ROY
SHERBROOKE
J1K 2X8

46744

Produits pharmaceutiques

REPRESENTANT(E) des ventes

Roussel (Canada) Limitée recherche une personne dynamique, orientée vers une carrière, afin de desservir le territoire des Cantons de l'Est.

Lieu de résidence sera Sherbrooke.

Ce travail intéressera les personnes ayant une formation universitaire, aimant relever les défis et désirant oeuvrer au sein d'une jeune compagnie en pleine expansion.
L'expérience de la vente est souhaitable.
Veuillez faire parvenir votre application à:

Roussel (Canada) Limitée
a/ M. Marc Depeyre,
30 rue des Peupliers,
Loretteville, Qué. G2A 1C4

34645

Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme

TITRE: **CHEF DU DEPARTEMENT DE SANTE COMMUNAUTAIRE**

NATURE DE LA FONCTION:

Planifier, coordonner et contrôler les activités relatives à la mise en place, au développement et à l'exécution de programmes de santé physique et mentale et de services préventifs en collaboration avec les instances concernées du territoire desservi par le Département de Santé communautaire.

FONCTIONS SPECIFIQUES:

1. Etudier les besoins de la population et les priorités d'intervention dans les domaines de la santé physique et mentale.
2. Elaborer, mettre en oeuvre et développer des programmes de santé physique et mentale et des services préventifs en collaboration avec les autres établissements, organismes ou professionnels de la communauté du territoire.
3. Enquêter sur les épidémies et mettre en application des mesures de contrôle appropriées.

EXIGENCES:

- Médecin autorisé à exercer sa profession en vertu de la loi médicale.
- Maîtrise en santé publique ou posséder des connaissances en santé communautaire ou en santé publique.

Faire parvenir votre curriculum vitae au plus tard le 30 janvier 1980 à l'adresse suivante:

Directeur général
Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme
290, rue Montigny
St-Jérôme, Québec J7Z 5T3

34646

ORDINATEURS INDUSTRIELS

Kruger Inc., entreprise d'avant-garde du secteur des pâtes et papiers tant au Canada qu'à l'étranger, est à la recherche d'un:

INGÉNIEUR (systèmes ordinateurs)

Le candidat choisi se verra confier la stimulante responsabilité des activités suivantes:

- le fonctionnement d'un système en ligne relié aux commandes en temps réel et à la surveillance des procédés de fabrication;
- la planification et l'exécution intégrale de projets visant la mise en application de nos systèmes d'informatique industrielle;
- la coordination de l'entretien du logiciel et de l'équipement, détecteurs compris, par le fabricant et le personnel de l'usine.

EXIGENCES DU POSTE:

- diplôme en génie électrique, génie physique ou autre discipline connexe
- de deux (2) à cinq (5) ans d'expérience dans le domaine de l'informatique industrielle, logiciel et équipement
- une expérience de travail à titre d'ingénieur matriciel, portant en particulier sur l'installation des micro et mini-ordinateurs.
- la connaissance des machines et des langages machine de niveau supérieur (évolués), ainsi que des liens ordinateur-ordinateur.

TRAITEMENT: A discuter

Le candidat devra être bilingue (français et anglais)

Nous offrons une gamme généreuse et concurrentielle d'avantages sociaux, ainsi qu'une aide financière pour frais de déménagement, s'il y a lieu

Discrétion assurée. Faire parvenir votre curriculum vitae, en spécifiant le salaire désiré à:

KRUGER INC.
M. R.J. Kirkland
Directeur général du personnel
C.P. 769
Montréal, Québec H3C 2V2

34634

Kruger Inc.

FOYER ST-JOSEPH SHERBROOKE

Centre d'accueil de 250 lits pour personnes âgées.

POSTE: Chef d'unité de soins de santé et d'assistance

SUPERIEUR immédiat: Directrice des soins de santé et d'assistance

NATURE DE LA FONCTION: Coordonner, diriger et contrôler les activités relatives à la distribution des services de santé et d'assistance aux bénéficiaires de ces unités dans le but d'assurer des services en qualité et en quantité adéquates.

Exigences et qualifications: Le candidat détient un Bacc scientifique et nursing ou l'équivalent. Une expérience de gestion et/ou direction de personnel de 2 ans. Une expérience professionnelle d'au moins 5 ans. Une connaissance théorique et une expérience pratique en gériatrie ou gérontologie serait souhaitable.

Salaire et conditions de travail: Classe salariale 10, selon les normes du Ministère des Affaires Sociales. Poste disponible immédiatement.

Faire parvenir curriculum vitae avant le 1er février 1980 à:

Le Foyer St-Joseph de Sherbrooke
Service du personnel
611 nord, Boul. Queen,
Sherbrooke, P.Q.
J1H 3R6

46742

SERVICE DIESEL (1976) Inc.
Distributeur pour Isuzu Diesel

DIRECTEUR DU MARKETING

— Poste à Québec

— Relevant du président, Directeur Général, le candidat choisi devra:
— Développer la mise en marché, la vente et le reconditionnement de moteurs diesel en établissant un réseau de dépositaires dans la province de Québec et dans les Maritimes.
— Il devra de préférence posséder les qualifications suivantes:
  — Une expérience pertinente dans la vente de moteurs diesel ou autre équipement similaire.
  — Une expérience de la gestion des ventes.
  — Une bonne connaissance du français et de l'anglais.
— Salaire à discuter selon expérience et qualification.
— Programme complet d'avantages sociaux.
— Toute demande sera tenue confidentiellement.

Toute personne intéressée pourra faire parvenir son curriculum vitae en y mentionnant le salaire désiré à l'attention de:

M. Richard Béland, R.I.A., Contrôleur
Service Diesel (1976) Inc.
2997, rue Watt
Ste-Foy, Qué. G1X 3W1

34609

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

SERVICE DE L'ÉQUIPEMENT

Technicien en mécanique du bâtiment

(gestion de l'énergie "économie")

Sous la direction du supérieur immédiat, ce technicien effectue des relevés et prépare les plans, devis et documents techniques relatifs à la gestion de l'énergie et à la rentabilité de son utilisation.

Il doit notamment:

1. participer avec les administrateurs responsables de l'entretien des bâtiments et terrains, aux nouveaux projets ou expériences que ces derniers veulent entreprendre afin de bien comprendre l'orientation de ces projets, leur implication du point de vue gestion de l'énergie et les possibilités techniques les plus efficaces quant à leur réalisation;
2. assister et conseiller son supérieur immédiat dans la gestion de l'énergie sous toutes ses formes en établissant des bilans thermiques des installations existantes et en procédant aux études de rentabilité des moyens et systèmes proposés;
3. procéder à l'étude des différents systèmes utilisés sur le campus pour la production, la distribution, la récupération, l'entreposage de l'énergie et recommander les moyens pour en effectuer une gestion rentable;
4. surveiller les travaux exécutés à contrat ou en régie interne de façon à assurer la réalisation des ouvrages conformément aux plans et spécifications de même qu'à l'esprit et à la lettre de la conception (design);
5. établir et tenir à jour un système d'inventaire des bilans thermiques pour les locaux et les équipements de l'Université;
6. collaborer avec le comité consultatif permanent de gestion de l'énergie de l'Université et participer à la campagne de sensibilisation de la communauté universitaire en lui fournissant les informations pertinentes.

Qualifications

Posséder un diplôme de fin d'études collégiales (D.E.C.) en technologie du bâtiment et des travaux publics (dans le programme "mécanique du bâtiment"), ou l'équivalent; posséder au moins trois ans d'expérience pertinente.

Traitement

Selon les normes de la convention collective en vigueur à l'Université de Sherbrooke.

Toute personne intéressée est priée de faire parvenir son curriculum vitae **au plus tard le vendredi 1er février 1980** au:

Service des personnels
Université de Sherbrooke
2500, boul. Université
Sherbrooke (Québec)
J1K 2R1

46644

Clark croit toujours à la réalisation du projet Foothills

OTTAWA (PC) — Le premier ministre Joe Clark estime qu'il est toujours possible que le projet canadien (Foothills), de transport du pétrole d'Alaska aux marchés des Etats américains du sud soit choisi.

"Je suis naturellement déçu que les autorités américaines aient donné priorité au projet de la Northern Tier Pipeline, de Seattle, au détriment du projet de la Canadian Trans Mountain Oil Pipeline, de Vancouver", a dit M. Clark, au cours de sa conférence de presse hebdomadaire.

Nouveaux débrayages au Bell

TORONTO (PC) — Des standardistes de Bell Canada du Québec et de l'Ontario ont continué à débrayer, vendredi, pour manifester leur appui à des collègues de Toronto, qui ont été victimes d'un lock-out.

M. Bill Howes, représentant des Travailleurs en communication, a dit douter que les téléphonistes retournent au travail avant lundi, au moment où sera connu le résultat du vote sur les propositions patronales.

"Nous saurons le résultat tard samedi ou tôt dimanche, a noté M. Howes, et il appartiendra alors au comité de négociation de décider de la prodécure à suivre."

Pour M. Howes, il ne fait pas de doute que le comité va décréter la grève, si les offres sont rejetées massivement. Le syndicat a déjà recommandé le rejet des offres et M. Howes croit que les 6,900 standardistes et 500 employés de cantines vont voter en ce sens.

Un porte-parole de Bell, M. Gordon Bleasdell, a déclaré de son côté que la compagnie va avoir recours à ses cadres, si une grève générale est déclenchée.

Secrétaire

Entreprise existant depuis 25 ans à Sherbrooke est à la recherche d'une secrétaire bilingue, datylographie rapide, comptabilité commerciale, 30 à 40 ans.

Salaire très intéressant pour la personne qualifiée.

Envoyez curriculum vitae à:
Casier 79 La Tribune
1950, rue Roy, Sherbrooke, P.Q.
J1K 2X8

46741

TECHNICIEN EN RÉFRIGÉRATION

Fonctions:
Faire le service et la maintenance sur des systèmes de réfrigération et de climatisation commerciale et industrielle

Exigences:
3 ans d'expérience dans un domaine respectif.

Traitement:
Selon le décret de la construction
Ouvrage garanti 12 mois par année.

Toute personne intéressée par ce poste est prié de communiquer avec:

M. Pierre Le Prohon
Le Prohon Inc.
Tél.: 563-4191 ou 864-4255

46748

MICROBIOLOGISTE

Lowney's Limitée, compagnie manufacturière de renommée nationale filiale de Standard Brands Limitée, recherche pour son usine située à Sherbrooke un(e) microbiologiste.

La personne recherchée détient un BSC en microbiologie et possède environ 2 ans d'expérience.

Le salaire offert sera proportionnel à l'expérience.

Nous offrons également une gamme complète d'avantages sociaux.

Les présumés intéressés sont priés de faire parvenir leur curriculum vitae en toute confiance à

Service du personnel,
Lowney's Limitée
C.P. 1400,
Sherbrooke
J1H 5M1

46719

INGÉNIEUR

La compagnie Union Screen Plate, une division de CAE Industries est à la recherche d'un INGÉNIEUR d'usine.

Le lieu de travail est à Lennoxville, à proximité de Sherbrooke.

Les attributions principales de ce poste consistent surtout à s'occuper de tous les projets d'amélioration d'équipement et d'expansion d'usine.

Le candidat, un ingénieur mécanique de préférence, devra posséder de 3 à 5 ans d'expérience dans l'industrie et aussi être membre de l'O.I.Q.

Le salaire sera approprié à l'expérience du candidat.

Toute candidature sera traitée confidentiellement.

Si intéressé, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:

M. Jacques Riendeau,
Directeur des opératons,
Union Screen Plate Co. Limitée
72 Queen Lennoxville, Qué.
J1M 2C3

46732

VOUS ENVISAGEZ UNE CARRIERE DES PLUS INTERESSANTES? DEVENEZ PLANIFICATEUR FINANCIER

En tant que planificateur financier, vous offrirez, sur une base individuelle et corporative, une grande variété de services financiers reliés aux institutions bancaires, aux compagnies de fiducie, aux compagnies d'assurance-vie et ainsi qu'aux compagnies d'investissement et maisons de courtage.
Tous ces services sont disponibles sous le même toit.

QUALIFICATIONS

Expérience dans la vente d'assurance-vie, les transactions bancaires, la fiducie et autres aspects de l'industrie des services financiers ou toute autre expérience équivalente.

Nous offrons aux candidats(es) qualifiés(es),

- Un programme d'entraînement initial et avancé offrant la possibilité d'obtenir un certificat de planificateur financier Agréé
- De nombreux bénéfices marginaux
- Un programme de participation aux bénéfices
- La participation à un programme d'investissement
- D'excellentes chances d'avancement
- Un revenu à un niveau exécutif

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec nous entre 9 h et 16 h 30 à:

819-562-2653
F. Cameron, gérant.

46725

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

N.B.- Toutes les annonces publiées dans ces pages sous la Rubrique Carrières et Professions sont assujetties à la loi numéro 50. Les emplois annoncés s'adressent donc aux hommes et aux femmes.

569-9201

Voir autres annonces en page B-6

Dans la vente et le crédit

HOMME D'EXPÉRIENCE

pour représenter Maison de Perception Québécoise bien établie. Visiter commerces et hommes d'affaires dans Sherbrooke et la région. Etes appuyés par une bonne publicité. Commissions intéressantes vous permettant de vous faire un salaire dépassant la moyenne. Si qualifié, faire parvenir curriculum vitae et expérience à:

CASE 70, LA TRIBUNE
1950, rue Roy
Sherbrooke, Qué.
J1K 2X8

34637

CHEF COMPTABLE

requis pour une importante compagnie minière des Cantons de l'Est. Responsable de toute la comptabilité incluant la préparation des états financiers et la supervision du département de comptabilité.

Posséder un diplôme universitaire et/ou C.A. ou C.G.A. Doit être bilingue.

Salaire selon qualifications. Excellents bénéfices et allocation de déménagement.

Faire parvenir curriculum vitae au:

Directeur du Personnel
CAREY CANADA INC.
C.P. 190
East Broughton Stn, Qué.
GON 2HO

N-34630

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Une entreprise établie depuis plusieurs années dans la distribution des matériaux de construction recherche un Directeur Général pour prendre charge de ses opérations dans la région de Sherbrooke.

Le poste relèvera du Président et comportera la responsabilité de tous les secteurs de l'entreprise.

La préférence sera accordée aux diplômés universitaires âgées de 30 à 40 ans. Une expérience pertinente est requise.

Le candidat choisi devra pouvoir faire preuve d'agressivité dans l'exercice de ses fonctions.

Salaire selon expérience et qualifications

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:

Casier 82, La Tribune
1950, rue Roy,
Sherbrooke,
J1K 2X8

46746

CSS GIM — LE CENTRE DE SERVICES SOCIAUX DE LA GASPESIE ET DES ILES DE LA MADELEINE

RECHERCHE

UN(E) AGENT DE RELATIONS HUMAINES

FONCTIONS:
Sous l'autorité du chef de bureau, le(la) candidat(e) assumera les responsabilités d'accueil, d'évaluation et d'orientation des clientèles desservies par le C.S.S.; de plus, dans le cadre de la loi 24, le(la) candidat(e) assumera les responsabilités susmentionnées de même que l'application des mesures d'urgence en conformité avec la délégation du Directeur de la Protection de la Jeunesse.
Le(la) candidat(e) se verra aussi attribuer une certaine charge de cas relatifs aux clientèles visées par la loi 24.
Le(la) candidat(e) exécutera toute autre tâche connexe à la demande de son supérieure immédiat.

QUALIFICATIONS:
Diplôme universitaire terminal de 1er cycle en service social d'une université reconnue au Québec.
Quelques années d'expérience clinique souhaitable.

EXIGENCE:
Utiliser un véhicule automobile personnel dans l'exercice de ses fonctions.

ENDROIT:
Territoire desservi par le bureau de Chandler.

REMUNERATION:
Selon la convention collective.

Les personnes intéressées à ce poste sont priées de faire parvenir leur offre d'emploi avant le 31 janvier 80 à l'adresse ci-dessous mentionnée:

C.S.S.G.I.M.
Direction des Ressources Humaines
Concours #246
C.P. 39
Gaspé, P.Q.
G0C 1R0

N-34656

TECHNICIEN(NE) DE LABORATOIRE

Lowney's Limitée, compagnie manufacturière de confiserie de renommée nationale, recherche pour son usine de Sherbrooke un(e) technicien(ne) de laboratoire.

Le titulaire procédera à différentes analyses sur la matière première entrant dans la confection de nos produits, de même que sur les produits finis ou en cours de fabrication.

Le candidat recherché détient de préférence un D.E.C. en chimie industrielle, option analyse.

Le salaire sera en fonction des qualifications et de l'expérience s'il y a lieu.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae à:

Service du personnel
Lowney's Limitée
C.P. 1400
Sherbrooke, P.Q.
J1H 5M1

46720

CSS GIM — LE CENTRE DE SERVICES SOCIAUX DE LA GASPESIE ET DES ILES DE LA MADELEINE

RECHERCHE

UN(E) PSYCHOLOGUE

FONCTIONS:
Le(la) candidat(e) aura, selon les règles particulières de la profession, à concevoir, et à exercer des activités d'évaluation, d'orientation, de consultation et de traitements psychologiques adaptés aux besoins individuels et collectifs du (des) bénéficiaire(s).

QUALIFICATIONS:
Diplôme universitaire terminal de deuxième cycle en psychologie d'une université dûment reconnue au Québec.

EXIGENCE:
Utiliser un véhicule automobile personnel dans l'exercice de ses fonctions.

ENDROIT:
Territoire desservi par le bureau de Cap aux Meules aux Iles de la Madeleine.

SALAIRE:
Selon la convention collective.

Les personnes intéressées à ce poste sont priées de faire parvenir leur offre d'emploi avant le 31 janvier 1980 à l'adresse ci-dessous.

C.S.S.G.I.M.
Direction des Ress. Humaines
Concours no 248
C.P. 39
Gaspé P.Q. G0C 1R0

N-34658

C.L.S.C. Des Chenaux

Le C.L.S.C. est situé sur la rive nord du St-Laurent, à 20 milles de Trois-Rivières et à 60 milles de Québec. Il dessert 11,000 habitants (8 localités)

Dans le cadre de ses services de consultation et de prévention, le C.L.S.C. Des Chenaux recherche

2 MÉDECINS

FONCTIONS:
Assurer les services de consultation médicale au C.L.S.C., les services de garde sur appels, services d'urgence mineure et les visites à domicile.
Participer à la conception et à la réalisation de programmes de santé préventive dans le cadre d'une équipe multidisciplinaire.

EXIGENCES:
— Posséder une licence de pratique
— Capacité de travailler en équipe
— Intérêt pour la prévention et avoir le désir de s'impliquer socialement

Rémunération et conditions de travail selon l'entente de la F.M.O.Q.

Les candidats intéressés sont priés de faire parvenir leur curriculum vitae avant le 8 février à 17h.00 au:

C.L.S.C. Des Chenaux (Concours C-80-01)
a/s Directeur Général
30, rue St-Charles
Ste-Geneviève-de-Batiscan
G0X 2R0

34633

CSS GIM — LE CENTRE DE SERVICE SOCIAUX DE LA GASPESIE ET DES ILES DE LA MADELEINE

RECHERCHE

UN AGENT DE RELATIONS HUMAINES

(Travailleur social scolaire)

FONCTIONS:
Sous l'autorité du chef du service social scolaire et en collaboration avec divers intervenants du milieu scolaire, le professionnel exercera des activités de conception, d'actualisation, d'analyse et d'évaluation dans un (plusieurs) programme(s) social (aux).
Dépendamment des clientèles prioritaires et des besoins identifiés, ces programmes pourront être d'ordres préventif et/ou curatif.

QUALIFICATIONS:
Détenir un diplôme universitaire terminal de premier cycle en service social.
Expérience de travail souhaitable.

EXIGENCES:
Bonne capacité d'autonomie professionnelle;
Sens de l'organisation;
Intérêt marqué à travailler auprès d'étudiants, de leur famille et de toute personne significative;
Facilité d'intégration au travail interdisciplinaire;
Utiliser un véhicule automobile personnel dans l'exercice de ses fonctions.

PORT D'ATTACHE:
Le professionnel aura un local à Paspébiac et desservira les municipalités de Caplan et Port Daniel; la clientèle est celle des commissions scolaires élémentaires de Val d'Accueil et Mgr Matte ainsi que la Polyvalente de Paspébiac.

REMUNERATION:
Selon la convention collective.

Les personnes intéressées à ce poste sont priées de faire parvenir leur offre d'emploi avant le 31 janvier 1980 à l'adresse ci-dessous mentionnée:

C.S.S.G.I.M.
Direction des Ressources Humaines
Concours #244
C.P. 39
GASPE — P.Q. — G0C 1R0

N-34654

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

ÉDUCATION PERMANENTE

Cours aux personnes du 3e âge

(trimestre d'hiver 1980)

1. Cours de langues

FRANÇAIS (langue maternelle)

ANGLAIS (langue seconde)
3 niveaux: fondamental, intermédiaire, avancé.

ESPAGNOL (suite du trimestre d'automne)
Niveau fondamental

Ces cours se donnent les lundis et mardis de 14 à 16 heures, du 21 janvier au 8 avril.

2. Autres cours

PHILOSOPHIE: du 23 janvier au 27 février.

SYSTÈME MÉTRIQUE: 5 mars.

COMPORTEMENT ALIMENTAIRE: du 12 mars au 9 avril.

Ces cours se donnent le mercredi de 14 à 16 heures.

- Une contribution de $10 pour le trimestre est exigée pour aider aux frais d'administration.
- On peut s'inscrire à autant de cours qu'on le désire en s'adressant au secrétariat de la Direction générale de l'éducation permanente ou lors de la séance d'information.

Séance d'information: le choix des cours, du jour et du groupe se fera le lundi 21 janvier à 14 heures, à l'Auditorium de la Faculté d'administration.

Pour renseignements ou inscription, s'adresser au:

Secrétariat de la DGEP
Local 200 — Pavillon des Arts
Université de Sherbrooke
Sherbrooke (Québec)
J1K 2R1

Téléphone: 565-5472 ou 565-5473

45965

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

ÉDUCATION PERMANENTE

Diplôme de formation en éducation des adultes

(programme de 2e cycle)

Ce programme d'études, qui est surtout un programme de formation comme son nom l'indique, offre aux personnes impliquées d'une façon ou d'une autre dans l'éducation des adultes l'occasion et les moyens d'acquérir une formation professionnelle fonctionnelle (axée sur leurs fonctions ou sur leurs tâches actuelles), une formation polyvalente (intra et interprofessionnelle), une formation personnelle leur permettant de développer leurs capacités d'autoformation permanente.

Conditions d'admission

a) Oeuvrer depuis au moins un an dans le secteur de l'éducation des adultes à titre d'administrateur, de formateur, d'animateur ou de conseiller, à l'intérieur ou à l'extérieur du système scolaire;

b) posséder un diplôme universitaire de 1er cycle ou une formation jugée équivalente, ou encore faire la preuve de connaissances, d'aptitudes ou d'une expérience pertinentes.

Caractéristiques du programme

Compte tenu du fait que l'adulte ne retourne généralement aux études que s'il y trouve un avantage professionnel immédiat et surtout un espoir d'améliorer sa situation personnelle, ce programme de formation a justement pour principales caractéristiques de développer et perfectionner chez l'éducateur d'adultes les habiletés et comportements requis dans l'accomplissement de ses tâches et fonctions, soit:

- se familiariser avec la psychologie et les besoins de l'adulte en situation d'apprentissage;
- maîtriser, et adapter aux besoins de l'adulte-étudiant, les processus d'apprentissage propres aux diverses disciplines enseignées;
- aider l'adulte-étudiant à définir ses objectifs personnels selon ses besoins, ses intérêts et son rythme propres.

En un mot, le programme de formation en éducation des adultes est d'abord et avant tout basé sur le fait que les adultes-étudiants ont des attitudes et comportements qui leur sont propres aux plans de l'autonomie, de la motivation de la disponibilité et de l'expérience, et qu'en conséquence la formation de l'éducateur d'adultes est forcément différente de celle de l'éducateur de jeunes.

Nature du programme

Ce programme d'activités à temps partiel comporte 30 crédits (12 activités obligatoires et 18 au choix).

À noter que l'inscription d'au moins 30 étudiants est requise pour la mise en marche du programme.

Dates importantes

8 février 1980: date limite pour l'envoi de la demande d'admission.

15 février: rencontre d'accueil et d'information.

22 février: date limite d'inscription.

Semaine du 24 février: première activité.

Renseignements

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, s'adresser au secrétariat de la DGEP, aux numéros suivants: (819) 565-5472 ou (819) 565-5473.

Responsable du programme: M. Jean-Louis Lévesque.

Réactions au livre beige

L'Allier s'en prend au propositions sur les communications

QUEBEC (PC) — Le document constitutionnel de M. Claude Ryan commet, au chapitre sur les communications, une "hérésie" par rapport à la position québécoise traditionnelle et consacre "un statu quo inacceptable", croit un membre de ce parti, l'ancien ministre des Communications M. Jean-Paul L'Allier.

Commentant à fond le document, M. L'Allier a rappelé que la position québécoise a toujours voulu que le Québec soit le maître-d'oeuvre des communications sur son territoire.

Cette position avait été réaffirmée le 28 novembre 1973 dans un document où le ministre L'Allier affirmait que "le Québec veut exercer des pouvoirs dans onze domaines précis".

Or le chapitre que le document Ryan consacre au secteur des communications maintient la situation actuelle, où tout relève du fédéral, estime M. L'Allier.

Un recul sur la question des droits linguistiques scolaires

Jacques-Yvan Morin

QUEBEC (PC) — La question des droits linguistiques scolaires est l'une de celles où le projet constitutionnel de M. Ryan présente le recul le plus dangereux, affirme le ministre de l'Education, M. Jacques-Yvan Morin.

"En réalité, ajoute t-il, la position libérale ne tient aucun compte de l'expérience des cinq dernières années et nous ramènerait en pratique à la tristement célèbre Loi 63".

En vertu du projet constitutionnel de M. Ryan, l'école anglaise serait accessible à tout individu de langue maternelle anglaise, sans considération de son lieu d'origine.

Nationalisation de la Société Asbestos: Québec de retour devant les tribunaux

QUEBEC (PC) — Le gouvernement du Québec va tester au cours des prochains mois s'il est vrai que le gouvernement fédéral peut empêcher une province de développer ses propres richesses naturelles.

C'est dans ce but que le gouvernement du Québec a décidé de demander à la Cour supérieure du Québec de se prononcer sur la constitutionalité de la loi 121, sur la nationalisation d'une partie des biens de la Société Asbestos Corp.

Le ministre des Finances Jacques Parizeau a expliqué hier au cours d'une conférence de presse que le gouvernement avait décidé d'agir ainsi plutôt que de porter devant la Cour suprême du Canada la décision de la Cour d'appel de maintenir l'injonction empêchant le gouvernement de nationaliser l'Asbestos Corporation.

VOUS SENTEZ LE BESOIN DE PARLER A QUELQU'UN? QUELQU'UN VOUS ECOUTE

SECOURS-AMITIE

563-5511

A TOUTE HEURE DU JOUR ET DE LA NUIT

NOTAIRE

MANON ADAM
D.E.C., L.L.L., D.D.N.

Les notaires Lagassé, Lagassé, Lagassé, Carignan, Fournier et Durand sont heureux de vous informer que Me Manon Adam exerce maintenant sa profession à leur étude.

Le notaire Adam a fait ses études de droit à l'Université de Sherbrooke et a été admise à la Chambre des Notaires de la Province de Québec le 6 juillet 1979.

Me Adam pratique au bureau situé au 4300, boul. Bourque à Rock Forest.

46726

DEVENEZ PLUS CONFIANT EN VOUS-MÊME

GRÂCE AU COURS

DALE CARNEGIE

HOMMES et FEMMES

GILLES VIZIAU
DALE CARNEGIE
auteur du livre "Comment se faire des amis"

- Sachez parler en public
- Ayez une conversation plus intéressante
- Améliorez vos relations humaines
- Apprenez à contrôler la tension et les soucis
- Augmentez votre revenu et méritez un meilleur emploi.

Assistez à la
SÉANCE D'INFORMATION GRATUITE
VENDREDI, 18 JANVIER à 8h p.m.
Cours débutant le 29 février 1980
à l'Auberge des Gouverneurs
3131, rue King ouest, Sherbrooke

Approuvé par le Ministère de l'éducation du Québec. Permi 749749. Présenté par E.J. Glowka & Ass.

46735

RESTAURANT BAR-SALON

L'ONCLE HO

BUFFET CHINOIS
(Tout ce que vous pouvez manger)

Servi tous les jours au dîner et au souper

566-2244
Livraison

LICENCIÉ
60, rue St-François N.
Sherbrooke

39873

Inter-Union
CENTRE DE RENCONTRE INFLUENT
566-7966

RENCONTRER L'ETRE IDÉAL? COMMENT L'ABORDER?

Les fréquentations se limitent à vos compagnons de travail et à ceux que vous côtoyez. Les rencontres de discothèques, de cocktails sont superficielles et mènent trop souvent à des aventures sans lendemain. De plus en plus, les gens trouvent naturel de recourir à nos services. Nous organisons des rencontres entre personnes susceptibles de se plaire, s'entendre et se comprendre. Acceptez de confier à des professionnels le soin de vous aider à découvrir un partenaire de vie. Loin de vous juger, nous existons avant tout pour identifier vos besoins et vous assurer une liaison harmonieuse et durable. Venez en toute simplicité consulter un de nos conseillers.

Inter-Union
CENTRE DE RENCONTRE INFLUENT
566-7966

ST-HYACINTHE, 540, Boul. Casavant, suite 4, St-Hyacinthe, J2S 7S3
TROIS-RIVIERES, 1350, rue Royale, suite 200, Trois-Rivières, G9A 4J4
SHERBROOKE, 3330 King ouest, suite 150, 566-7966

45083

À VENDRE

Vente d'une usine pour la fabrication de tentes roulottes, roulottes de voyages et maisons mobiles, localisée au 2885 Boul. Smith nord, Thetford Mines, Québec.

Terrain: 3,300,000 pieds carrés
Bâtisse: 225,000 pieds carrés, incluant bureau et entrepôt.
M & E: Tout l'équipement et la machinerie servant à la fabrication est en place et prêt à être utilisé.

Pour plus d'informations et pour visiter l'usine, communiquez avec La Banque Fédérale de Développement:

(Raymond Bernaquez, téléphone: 514-283-3438)

Les intéressés ont jusqu'au 1er février 1980 pour soumettre leurs offres.

DISCO 2001

FÊTE SON 1er ANNIVERSAIRE

JEUDI LE 24 JANVIER 1980

INVITATION À TOUS

Billets en VENTE à la Disco 2001

MISS SHERBROOKE SERA DE LA FÊTE.

UN BUFFET FROID SERA SERVI.

BAR OUVERT DE 9 H à 11 H P.M.

ARTISTES INVITÉS:
HYDRO KAT MANDU

41, Wellington sud — Sherbrooke

FELICITATIONS! Coca-Cola
PARC INDUSTRIEL SHERBROOKE

Nos plus sincères félicitations!
LA CAISSE D'ENTRAIDE ECONOMIQUE DE SHERBROOKE

RADIO C.K.T.S.
25, King ouest, Sherbrooke

Restaurant LE CHICH-KEBAB
39, Wellington sud, Sherbrooke, 567-8225

CENTRE DE TAPIS COUTURE
820, Wellington sud
Sherbrooke, Qué.
569-1105 ou 562-2030

Confection pour hommes
Jean-Paul Morin L'homme
GALERIES QUATRE-SAISONS
900, 13e AVENUE NORD — SHERBROOKE, QUE. J1E 3G8
TEL.: (819) 566-0661

TEL.: 819/563-3344
Paré et Tanguay
NOTAIRE ET CONSEILLERS JURIDIQUES
Me DENIS PARE, LL.L., D.D.N.
Me BERNARD F. TANGUAY, LL.L., D.D.N.
1485 KING EST SHERBROOKE, QUE. J1G 1E8

LES ENTREPRISES MARTINEAU INC.
LOUEZ DE TOUT
Marc Martineau, prés.
2456, King ouest, Sherbrooke, 569-9548

Ferronnerie Wellington Inc.
DEPT. DE DECOR
MARJOLAIN LAGASSE, PROP.
31, WELLINGTON SUD — TEL.: 567-7070
SHERBROOKE, QUE. J1H 5C8

Vie • Auto • Feu • Vol • Commerciale
COUTURE-FORTIER ASSURANCES-INC
30, rue Rioux, (Voisin Mr. Muffler) — Sherbrooke — 563-9494

Simplex PHONOGRAPHS INC.
MACHINES A CIGARETTES — PHONOS ET CIGARETTES
JEUX AUTOMATIQUES — TABLES DE POOL
80 sud, rue Wellington — SHERBROOKE J1H 5C6 — 569-1510

DISCOSPEC
I.E.P. LTD
(514) 353-9933
Son — Eclairage
Vente — Location
8070 Métropolitain, Est
Ville d'Anjou,
Montréal, Québec
H1K-1A1

SERVICE DE BUFFET FROID Enr.
M. Mme R. PELLETIER 562-2223
Buffet pour toutes occasions.
Sandwiches, viandes froides, salades, hors-d'oeuvre, aspics, bouchées au poulet, pains aux fruits, pâtisseries maison.
Commandes pour apporter ou service à domicile sur réservations seulement.
1715, Dunant, Sherbrooke

Félicitations! (SHERBROOKE) LTÉE

Nos hommages! O'KEEFE
SHERBROOKE, Qué.

46444

Meubles
Henri Latulippe INC.

choisissez vos meubles chez

Meubles
Henri Latulippe INC.
5084, rue FRONTENAC, LAC-MÉGANTIC

12 MOIS SANS INTÉRÊT

venez nous voir ça vaut le déplacement

Très beau choix dans tous les styles, pour toutes les bourses... du meuble bon marché aux lignes aussi prestigieuses que Thomasville

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 2 FÉVRIER 1980

4 ÉTAGES DE MEUBLES

FINANCEMENT SUR LES LIEUX

Meubles
Henri Latulippe INC.

Bonne Valeur BV AMEUBLEMENT FURNITURE Best Value

5084, FRONTENAC, LAC-MEGANTIC, 583-0432

Vivre en 80

Les pédophiles ont autant besoin de soins que de châtiments pour guérir

Par MAURICE GIRARD

MONTREAL (PC) — Selon le directeur du département de recherche à l'hôpital Louis-H.-Lafontaine de Montréal, le Dr Yves Lamontagne, psychiatre, la pédophilie, qui se définit comme une relation sexuelle entre un adulte et un enfant, provient de trois causes différentes: l'absence d'éducation sexuelle, le manque d'affection entre les parents et les enfants et l'inexistence de communications entre les deuux groupes.

Dans une entrevue accordée à l'issue du colloque sur la violence, auquel participent des spécialistes et des intervenants dans le secteur de l'aide aux victimes, le Dr Lamontagne a expliqué les raisons qui amènent des adultes à rechercher les relations sexuelles avec les enfants.

Selon le chercheur, très souvent l'agresseur est incapable d'assumer une relation normale avec un adulte. "Les seuls avec qui il communique, ce sont les enfants."

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, il n'y a pas de recrudescence de la pédophilie ou des délits à caractère sexuel. On fait simplement en parler plus librement. Les tabous sont tombés. Ainsi, les victimes d'agressions sexuelles ont moins peur de rapporter à la police les delits dont elles sont l'objet.

Les chiffres rendus publics au cours de l'atelier sur les enfants victimes d'agressions sexuelles indiquent clairement cette hausse des dénonciations. Par exemple, entre 1975 et 1979, on a enregistré sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal une augmentation de 11 pour cent de tous les délits à caractère sexuel.

Pendant la même période, les attentats à la pudeur faisaient un bond de 53 pour cent et les cas de viols d'adultes ou d'enfants étaient en hausse de 21 pour cent.

Dans le cas de la pédophilie, tout comme le viol, c'est un type de crime particulier, en ce sens qu'il arrive que la victime ne se sente pas agressée par l'adulte. En effet, il arrive que le geste sexuel posé par l'adulte ne soit pas considéré par l'enfant comme une agression. Ce qui cause la difficulté, explique M. Lamontagne, c'est la réaction des parents et de l'entourage immédiat devant ce qui est considéré comme un trouble de comportement.

Les agresseurs

Jusqu'à présent, lorsque les parents consentaient à dénoncer l'agresseur, il s'en suivait un procès devant un tribunal, résultant parfois par la condamnation de l'accusé. Cette méthode punitive n'aidait en rien le traitement des délinquants sexuels.

Pour M. Lamontagne, le cas de Léopold Dion est à cet égard assez révélateur. Dans les années '50, cet individu a été condamné après avoir commis le meurtre de garçons âgés entre six et 12 ans, avec qui il avait eu des relations sexuelles. Après sa libération, quelques années plus tard, il récidivait et commettait deux autres meurtres.

Le cas de Dion est exceptionnel et ne représente qu'une minorité des pédophiles qui en général, en raison de leur relation amoureuse avec l'enfant, ne cherchent pas la violence. "Les agresseurs ne sont pas violents, ils ne veulent pas tuer l'enfant, pour qui ils ressentent un amour incontrôlé." Il arrive très souvent que les actes sexuels se fassent sans pénétration.

Pour enrayer ce type de délits, il faut traiter le délinquant sexuel, donc il faut faire comprendre à l'agresseur que son crime ne restera pas impuni, mais qu'il a la chance de se faire soigner.

"La loi doit être sévère et les pédophiles doivent apprendre à respecter la loi", affirme le psychiatre, qui estime qu'un délinqant sexuel ne doit pas se servir de sa déficience pour commettre des crimes, pour lesquels il ne sera pas puni.

Les participants aux ateliers sur les agressions sexuelles à l'endroitdes enfants ont constaté que souvent les intervenants du milieu, que ce soient les centres d'aide aux victimes ou les services sociaux, sont réticents à venir en aide aux agresseurs, qui doivent porter l'odieux des gestes posés.

Pour trouver une solution à ce problème, le Dr Lamontagne propose qu'on offre un traitement aux agresseurs, mais qu'on leur fasse également comprendre que leur réintégration dans la société dépend de l'effort constant qu'ils devront faire pour lutter contre leur déficience.

Inceste

Dans un autre atelier sur les enfants négligés et victimes d'agressions physiques, les participants ont surtout parlé de l'inceste, "comportement sexuel le plus réprouvé et le plus camouflé",qui se définit comme une relation sexuelle entre un parent et un de ses enfants.

La documentation fournie aux participants au colloque indique que "dans 90 pour cent des cas d'inceste, c'est la relation père-fille qui est en cause".

Encore plus que dans le cas de la pédophilie, il est difficile d'amener la mère ou la famille à dénoncer le père qui se permet une relation incestueuse avec une de ses filles. En effet, "reconnaître l'inceste, c'est avouer l'échec de la vie familiale et conjugale".

Il existe une certaine analogie entre le viol et l'inceste, du moins au niveau de l'individu qui se rend coupable de cette infraction sexuelle. Tout comme le violeur, "le parent considère le plus souvent ses enfants comme étant une propriété exclusive sur laquelle il a tous les droits", indique-t-on dans un document remis à la presse.

Par ailleurs, plusieurs participants à l'atelier ont souhaité que l'inceste soit "décriminalisé". Mais cette position ne fait pas l'unanimité, surtout pour ceux qui croient qu'il ne faut pas tenter, à tout prix, de sauver la cellule familiale, en particulier lorsqu'elle s'avère un milieu négatif pour l'épanouissement des enfants.

Même si la mère ou la famille décidait de dénoncer l'auteur d'un inceste, le système judiciaire rend parfois pénible pour eux la procédure à prendre devant les tribunaux. Certains spécialistes dans ce domaine pensent même que dans bien des cas, la mère est consciente des relations entre le pere et la fille.

Pour vaincre l'insomnie

Il faudrait modifier ses habitudes de vie et délaisser les médicaments

SAN ANTONIO, Texas (AP) — L'insomnie se soigne souvent par une simple modification des habitudes et sans prendre de somnifères comme on le fait généralement, conseille M. William Orr, psychologue et directeur de la clinique des désordres du sommeil à l'hôpital presbytérien d'Oklahoma.

Selon ce psychologue, les médecins ne savent tout simplement pas qu'il y a d'autres moyens de soigner ces désordres.

C'est ainsi que beaucoup de gens se croient insomniaques lorsqu'ils se couchent et attendent des heures de trouver le sommeil. S'ils se couchaient un peu plus tard, ils s'endormiraient instantanément ou presque et leur insomnie disparaîtrait.

De même, s'il faut attendre 15 ou 20 minutes pour s'endormir, "mieux vaut se relever, aller dans une autre pièce et se mettre à regarder la télévision ou faire n'importe quoi d'autre, jusqu'au moment où l'on sent le sommeil venir".

Les insomniaques ne devraient jamais faire de somme dans la journée ni se lever à des heures irrégulières. —

Désirez-vous régulariser les naissances?
Voulez-vous savoir si vous avez une ovulation?
Désirez-vous avoir un enfant?
128389
SERENA peut vous aider
567-6893

LE PROVENÇAL
CUISINE FRANCAISE
5156, boul. Bourque, Rock Forest
Tél.: 864-9124
31312X

LA VENTE FOURRURE
20% sur toute la marchandise.
Une vente à valeur sûre! Vous pouvez faire confiance à la maison, qui compte le plus grand nombre d'années d'expérience dans la région. C'est le meilleur moment pour faire de bonnes économies et se protéger des augmentations qui approchent.
Cependant, il faut faire vite car le choix diminue et les quantités sont limitées.
J·A·ROBERT Ltée
Depuis 1909
1084, King ouest, 562-4006
Sherbrooke
46315

MAIGRIR
CHANGEZ VOS LIVRES DE SURPLUS EN REMBOURSEMENT
offre spéciale Weight Watchers du Québec

PLUS VOUS PERDEZ PLUS VOUS TOUCHEZ
Oui, voici le remboursement pour les livres en trop. Les membres Weight Watchers recevront **$1 par livre perdue.**
Pour pouvoir beneficier du remboursement «perte du poids» les membres devront être «membres à vie» et ne pas depasser le poids qu'ils se sont fixé à l'avance.
Offre valable seulement pour les livres perdues dans la province de Québec.
Combattez l'inflation, stimulez-vous et economisez en vous joignant à nous.

ASBESTOS Lundi soir - 7 h Centre hospitalier 475, 3e Avenue	BROMPTONVILLE Mardi soir - 7 h Couvent Marie-Immaculée rue Laroque - 563-6197
EAST ANGUS Mercredi soir - 7 h Sous-sol église Notre-Dame de la Garde 118 Jeanlesse - 563-6197	SHERBROOKE 563-6197 Lundi soir - 7 h Sous-sol église St-Jean Brébeuf coin King o. et Jacques-Cartier Mardi soir - 7 h Centre de Loisirs St-Jean-Baptiste coin Conseil et Murray Mercredi p.m. - 1 h Mercredi soir - 7 h Centre des Loisirs Ste-Jeanne d'Arc 1010, rue Fairmount - local 18
MAGOG Mardi soir - 7 h Hôtel Union - rue Principale 563-6197	
WINDSOR Mercredi soir - 7 h Unité Sanitaire 49, 3e Avenue - 563-6197	

• Aucun contrat • Frais d'inscription $5.00 • Classe hebdomadaire $5.00
WEIGHT WATCHERS
Weight Watchers du Québec Ltée dont l'usage est enregistré. Tous droits réservés. Valide pour la province de Québec seulement.
46346

IN-SINK-ERATOR
en vente chez
J.G. BEAUCHEMIN INC.
PLOMBERIE — CHAUFFAGE
40, rue Lomas, Sherbrooke
562-2024
Chez nous vous faites affaires avec des experts.
44950X

Un sondage de La Tribune

Amoureux recherchés!

AMOUR ET MARIAGE — SONDAGE

Homme——— Femme——— Age——— OUI NON

1- Etes-vous marié——divorcé——séparé—— ——— ———
2- Etes-vous satisfait de votre familiale? ——— ———
3- Croyez-vous que la religion est un principe de base important dans votre famille? ——— ———
4- Pour la femme, le travail à l'extérieur du foyer est-il nécessaire pour lui permettre un plein épanouissement? ——— ———
5- Considérez-vous le mariage comme étant l'aboutissement normal de l'amour? ——— ———
6- Etes-vous en faveur d'une famille nombreuse? ——— ———
a) Combien d'enfants?———
7- Les femmes devraient-elles avoir des droits égaux à ceux de l'homme dans le mariage? Exemple: revenu garanti. ——— ———
8- Le mariage est-il discriminant pour la femme? ——— ———
9- Cherchez-vous la richesse?——— La sécurité?——— ——— ———
10- Dans votre ménage, les décisions relèvent-elles de l'homme ou de la femme? ——— ———
Education? ——— ———
Budget? ——— ———
Vacances? ——— ———
Divertissement? ——— ———
11- Les voisins de quartier sont-ils importants pour votre épanouissement? ——— ———
12- Votre ville: un bon endroit pour élever une famille? ——— ———
13- Lisez-vous beaucoup? ——— ———
Regardez-vous beaucoup la T.V.? ——— ———
14- Passe-temps préféré? ——— ———
15- Croyez-vous que vos désirs les plus importants ont été comblés par le mariage? ——— ———
16- Croyez-vous en la fidélité dans le mariage? ——— ———
17- Croyez-vous que votre mariage durera toute la vie? ——— ———
18- Si vous êtes divorcé ou séparé, songez-vous à vous remarier? ——— ———
19- Vos parents vous avaient-ils suffisamment préparé pour votre mariage? ——— ———
20- Le sport: une activité importante chez votre famille? ——— ———
21- Les problèmes d'argent sont-ils très important dans votre ménage? ——— ———
22- Vous décrivez-vous comme conservateur? ——— ———
23- Considérez-vous important le contrat de mariage? ——— ———
24- Etes-vous pour le mariage civil? ——— ———
25- Le quotidien tue-t-il l'amour? ——— ———
26- Etes-vous en faveur de la contraception? ——— ———
27- Etes-vous en faveur de l'avortement? ——— ———
28- La femme doit-elle garder son nom de jeune fille? ——— ———
29- Avez-vous déjà songé au divorce? ——— ———
30- Si la femme entreprend une carrière, cela peut-il détruire le mariage? ——— ———
31- Votre définition de l'amour? .....
32- Votre définition du mariage? .....
33- Qu'attendez-vous de votre conjoint(e)?.....
34- Un conseil à celui ou celle qui se marie: .....

La Tribune recherche vos témoignages sur l'amour. Comment avez-vous découvert l'amour, qu'est-ce qui est important dans l'amour, peut-on être éternellement amoureux, avez-vous déjà été déçus par l'amour, etc? Ecrivez-nous, racontez-nous, dans vos mots, votre expérience et votre philosophie de l'amour.

Adressez vos envois à:
La Tribune
A/S Amoureux recherchés
1950, rue Roy
Sherbrooke, P.Q.
J1K 2X8

Tortues menacées d'extinctions

Par HUMBERTO ARCE

SAN JOSE (AFP) — Les appétits mercantiles — et sexuels — de l'homme, conjugués à une flagrante injustice de la nature, menacent d'extinction totale les tortues marines de la région des Caraibes et d'Amérique Centrale, sanctuaire naturels de ces chéloniens.

En effet, d'une part, les hauts cours qu'atteignent sur le marché, européen notamment, certains produits de la tortue (les soupes, les parfums, l'écaille) et d'autre part, la croyance latino-américaine bien ancrée en les pouvoirs aphrodisiaques des oeufs de tortue sont les principaux responsables du massacre systématique de cette espèce.

Vieille de quelque 500 millions d'années, la tortue, qui peut atteindre quelque 400 ans d'âge et peser jusqu'à 500 kg, est l'une des espèces marines les plus menacées actuellement. Et, comme si l'homo sapiens ne suffisait pas, porcs, chiens et oiseaux de proie s'obstinent à faire en sorte que la lente, paresseuse et vulnérable tortue de mer ne voit jamais le 21ème siècle.

Au début de la décennie, l'Organisation de l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) estimait que chaque année l'homme sacrifait, pour son commerce, près d'un million de tortues de toutes les espèces dans le monde.

En 1974, les Caraibes et l'Amérique Centrale comptaient quelque 400,000 tortues vertes, l'espèce la plus répandue dans la région. Il n'en reste plus aujourd'hui que 62,000.

Circonstance aggravante pour la survie de l'espèce: l'inquiétante diminution du nombre de femelles qui viennent pondre leurs oeufs dans la région du "tortuguero", vaste région déserte sur la côte atlantique du Costa-Rica, et lieu, jusqu'à récemment privilégié, de la reproduction de l'espèce.

Il y a cinq ans, 40,000 tortues y venaient pour la ponte et 20,000 seulement aujourd'hui, tandis que celles qui "accouraient" sur les côtes du Yucatan et des îles Caiman ont presque totalement disparu.

Les chasseurs "artisanaux" les retournent sur leurs carapaces et plongent leurs couteaux dans les entrailles pour en retirer une matière gélatineuse dont on fait des soupes fines si prisées des Européens.

Salon d'esthétique de l'ongle
Mesdames voulez-vous cesser de vous ronger les ongles et avoir de belles mains?
Nous avons la solution.
Appelez dès maintenant **565-0916**
46734x

LIQUIDATION
— 50%
sur toutes les plantes
SERRE MI-DI inc.
4e rang est, St-François-Xavier de Brompton
845-3053
46170
Ouvert samedi et dimanche de 11 h a.m. à 18 h.

Offre spéciale du colonel
Le SEAU
Le SEAU du colonel

Seulement $6.25
Réchauffez l'atmosphère familial avec un SEAU de Poulet Frit Kentucky.
Sur présentation du coupon ci-dessous, vous obtiendrez 15 morceaux, de quoi satisfaire de 5 à 7 personnes.
Découpez le coupon et présentez-le à La Villa du Poulet de votre voisinage pour obtenir un SEAU de poulet à $6.25 seulement. Cette offre prend fin le 3 février 1980.
Poulet Frit Kentucky
Les aides du Colonel le font "bon à s'en lécher les doigts"
La Villa du Poulet
42898

$6.25 Le SEAU du colonel $6.25

Seulement $6.25
Ce coupon vous donne droit à un SEAU de poulet pour seulement $6.25. Valable jusqu'au 3 février 1980.
Poulet Frit Kentucky
Les aides du Colonel le font "bon à s'en lécher les doigts"
Q-62
$6.25 COUPON • COUPON • COUPON • COUPON • COUPON • COUPON $6.25

EATON

Offre spéciale pour bien commencer la nouvelle année
Prix courant Eaton 44.00 **29.00**
15.00 de rabais! Le prix comprend: permanente, coupe, shampooing et mise en plis tradidionnelle ou au séchoir-coiffeur. Vous aimez être bien coiffée en tous temps, alors profitez de cette offre de janvier et faites-vous faire une permanente qui aidera votre mise en plis à tenir plus longtemps.
Salon "Hairworks"
Carrefour de l'Estrie (563-9555, poste 258). Rayon 223.
Utilisez votre carte-comptable Eaton
46533

RESTAURANT
Le YILDIZ
CENTRE D'ACHATS KING
••••569-7029••••
La Côte de Boeuf
14 oz
$4.95
JANVIER — FEVRIER
TOUS LES JOURS
45845

UNE COMPARAISON S'IMPOSE...
sur le taux d'intérêt.

ENTRE LES "AUTRES" ~~14½%~~ EX: HYP: $28,316.00 CAP. INT. ~~$337.31/M~~
ET G CONSTRUCTION A 8% GRÂCE AUX DEUX SUBVENTIONS. L'UNE NON REMBOURSABLE ET L'AUTRE SANS INTÉRÊT POUR 5 ANS.
HYP. $28,316.00 CAP. INT. $142.71/MOIS
... POUR CEUX QUI SAVENT COMPTER
Renseignez-vous au 1333, Boul. Mi-Vallon, Rock Forest, 565-0115
46611x

Lundi seulement!

Préparez vos brimbales, la pêche sera fructueuse pour vous chez Eaton. Vous ferez des prises surprise sensationnelles sous forme d'achats super-avantageux et... ce n'est pas une histoire de pêche!

Achats en personne seulement.
Utilisez votre carte-comptable Eaton.
Eaton, Carrefour de l'Estrie.

EATON

46532